

ÉDITORIAL

Le risque, un concept en pleine inflation.

La notion de risque a une longue histoire. D'abord assimilée à la fatalité divine, contre laquelle l'homme ne pouvait pas grand-chose, ce n'est qu'au 18^e siècle qu'elle se laïcise grâce à l'élargissement des connaissances scientifiques des phénomènes naturels. Depuis cette période, le risque n'est plus fatal mais prévisible et maîtrisable. Ainsi sécularisé, il devient un enjeu politique. La maîtrise du risque, qu'il soit d'ordre naturel ou d'ordre social, est désormais une composante essentielle de l'art de gouverner. Dans le champ sanitaire, on a coutume d'identifier, voire de réduire, le risque au méfait, comme si la prise de risque était indissociable d'une mise en danger ou irrémédiablement accompagnée de conséquences néfastes, de dommages collatéraux. Or, avant de charger négativement le concept de risque, sa compréhension gagnerait à ce que nous nous attardions davantage sur ce qu'il comporte de positif. La prise de risque n'est-elle pas la condition *si ne qua non* de tout processus d'individuation ? Ou, pour le dire autrement, le refus du risque n'est-il pas synonyme d'immobilisme, voire de régression ? On l'aura compris, plutôt que de diaboliser le risque, ce numéro de *Drogues / Santé / Prévention* a pour objectif de saisir en quoi il peut se révéler constructif et de comprendre en quoi la prise de risque peut être le moteur d'une construction d'identité ou le vecteur d'une singularisation. Avec Damien Favresse nous verrons que pour être efficace, une stratégie de réduction des risques en direction des adolescents doit précisément faire sienne cette compréhension si elle veut réellement accrocher le vécu des adolescents, dans le chef desquels la prise de risque revêt avant tout le sens d'une « *expérimentation d'indépendance* ». Même son de cloche chez Enaden lorsque Joëlle Dubocquet soutient que « *Avant d'être un problème, la drogue est souvent une solution* ».

Toutefois, loin de nous l'idée de magnifier ou de glorifier la prise de risque en oubliant le fait que prendre un risque suppose, comme le défend Frédéric Neyrat, de disposer d'une « *surface d'accueil* », autrement dit, de ressources et de conditions d'existence suffisantes pour « *étayer l'expérience de soi* ». Nous ne sommes effectivement pas tous égaux face au risque et n'en déplaisent à certains, le trader, archétype du preneur de risques, ne court pas encore les rues.

Parallèlement à l'analyse de cette perception du risque comme expérience identitaire, plusieurs contributeurs se sont penchés sur les rapports ambigus liant risque et politique. En effet, devenue l'une des grilles de lecture privilégiée de la réalité, la notion de risque est instrumentalisée pour le pire comme pour le meilleur. En ces temps d'obsession sécuritaire, le pire c'est par exemple le très sérieux Institut national de la santé et la recherche médicale (INSERM) qui, dans un rapport établi en vue d'un projet de loi sur la prévention de la délinquance, préconise de rechercher chez l'enfant, dès l'âge de trois-quatre ans, les signes « *prédictifs* » d'une délinquance future tels que « *l'indocilité, l'hétéroagressivité, un faible contrôle émotionnel, l'impulsivité ou un indice de moralité bas* »¹. Le pire c'est aussi la multiplication des caméras de vidéosurveillance, la tendance au fichage généralisé, ... soit un ensemble de dispositifs qui au nom du droit à la sécurité des biens et des personnes restreignent toujours un peu plus les libertés individuelles et font rimer risque zéro et tolérance zéro. Le meilleur, souvent plus rare, c'est quand des acteurs sociaux se mobilisent pour refuser le risque qu'on leur propose de prendre. Ce sont, par exemple, ces professionnels du champ de la santé s'élevant contre les risques de dérives des pratiques de soins, notamment psychiques, vers des fins normatives et de contrôle social. Ce sont aussi ces citoyens qui considèrent que manger des OGM est davantage un risque qu'une solution et s'improvisent faucheur de blé. Bref, le meilleur surgit lorsque les experts au pouvoir se voient contestés par les contre-experts (professionnels, parents, citoyens, dans le champ de la santé, de l'enfance, de l'éducation, etc.) mobilisés contre les implications sociales du *management* scientifique et politique du risque. ■

Julien Nève, *Rédacteur en chef*
julien.neve@prospective-jeunesse.be

LE RISQUE, UNE HISTOIRE DE VIE

Editorial :	1
Julien Nève	
Le risque, une histoire de vie	
La société du risque court à la catastrophe	2
Entretien avec Frédéric Neyrat	
Les conduites à risque à l'adolescence	10
Damien Favresse	
Les jeunes et le préservatif.	
Us et coutumes de la négociation	17
Emilie Walewyns & Olivier Klein	
Le risque tout en nuances	21
Modus Vivendi	
Réduire les risques au sein d'une institution de soins	24
Joëlle Dubocquet	
Le risque à deux faces	28
Julien Nève	
Revue de presse	32
Danielle Dombret	

1 Inserm Expertise collective (2005), *Troubles des conduites chez l'enfant et l'adolescent*, Inserm, Paris.

LA SOCIÉTÉ DU RISQUE COURT À LA CATASTROPHE

> Entretien avec Frédéric Neyrat ¹, Philosophe

Depuis une vingtaine d'années, nombreux sont ceux qui, des sciences sociales aux sciences économiques en passant par la philosophie, défendent la thèse selon laquelle nos sociétés industrielles évolueraient vers un nouveau modèle, celui de la « société du risque ». La gestion des risques (écologiques, économiques, sociaux, ...) serait devenue l'axe central à partir duquel s'agencent et se distribuent le discours et l'action des décideurs politiques. Dans le sillage de cette réflexion, les travaux du philosophe F. Neyrat évoquent quant à eux un glissement ou une reconfiguration de cette forme de gouvernance autour, non plus du risque mais de la *catastrophe*. Pour Prospective Jeunesse, Neyrat revient sur les implications sociales, politiques, écologiques et individuelles de cette nouvelle « rationalité politique » et nous expose les mécanismes qui, aujourd'hui, empêchent une véritable prise de risque – du genre de celle qui change réellement la vie. Mais refusant de donner prise au défaitisme, le philosophe nous aide également à entrevoir ce que seraient les conditions de possibilité d'un retour de l'imagination au pouvoir.

En 1986, Ulrich Beck, sociologue allemand, publie un livre qui fera date : *La Société du risque*. À l'aune de votre travail, que vous inspire ce concept ² ?

Premièrement, ce qu'Ulrich Beck pense avec le risque, c'est la « société de la catastrophe » que symbolise l'événement Tchernobyl, à savoir un type de formation sociale qui produit de la catastrophe. J'insiste sur ce point parce qu'il y aurait une façon de penser cette nouvelle formation sociale comme quelque chose qui, au

fond, tendrait à neutraliser les risques comme une composante ordinaire, normale en définitive, de notre vie sociale et personnelle. Or, l'objectif poursuivi par Beck consiste plutôt à montrer comment une modernité ou une société réflexive – c'est-à-dire une société se bouclant ou se refermant sur elle-même, se pensant elle-même, se produisant elle-même, subissant donc directement les conséquences de ses actes, et les subissant souvent d'une façon non voulue et violente – peut être amenée à produire de la catastrophe. Le concept de « *société du risque* » est donc inquiétant et il

1 Docteur en philosophie, Frédéric Neyrat est ancien Directeur de programme au Collège international de philosophie, est membre du comité de rédaction de la revue *Multitudes*. Derniers ouvrages parus : *Biopolitique des catastrophes* (MF, 2008) ; *Le Terrorisme* (Larousse, 2009) ; *Instructions pour une prise d'âmes*. Artaud et l'envoûtement occidental (La Phocide, 2009).

2 Propos recueillis par Julien Nève.

LA SOCIÉTÉ DU RISQUE

(Ulrich Beck, « Champs » - Flammarion, 2003)



Publié en Allemagne en 1986, en Grande-Bretagne en 1992, puis en France en 2001, ce livre a abondamment suscité le débat. U. Beck y développe l'idée selon laquelle nous serions passés d'une société industrielle, dont le problème central était la répartition des richesses, à une société centrée sur la répartition des risques, d'autant qu'à l'instar du nuage radioactif, les risques ont tendance à se globaliser et transcender les frontières des classes comme des états – « *l'indigence est hiérarchique, le smog est démocratique* », écrit justement U. Beck. Qui plus est, d'origine nucléaire, chimique ou biologique, les risques menacent désormais des sociétés entières et même des populations qui ne sont pas encore nées. Mais ce qui fait la véritable différence, c'est qu'à une époque que d'aucuns décrivent comme post-industrielle, le risque n'est plus une menace extérieure, mais bien un élément constitutif de la société. En d'autres termes, la « société du risque » ne peut plus imputer les situations de danger à des causes externes. Désormais, les individus prennent conscience du fait que les dangers écologiques sont socialement produits ou construits et que même les catastrophes naturelles sont le résultat non intentionnel, mais inévitable de l'intervention de l'homme dans la nature et de l'exploitation de cette dernière. Tant Tchernobyl que le réchauffement climatique, la dissémination des OGM ou la pollution des nappes phréatiques sont des phénomènes ne pouvant être imputés au « hasard ». Ils sont bel et bien le fait de l'homme et ont ceci de particulier qu'ils présupposent la prise de conscience d'un danger dont la probabilité est prédictible, mais contre lequel on ne peut néanmoins

s'assurer – les assurances s'y refusant vu l'ampleur potentielle du drame tant au plan écologique qu'au plan économique. C'est en ce sens que l'on peut parler d'un vrai choc anthropologique : confrontée aux conséquences de la politique d'industrialisation, notre société devient « réflexive », ce qui veut dire qu'elle devient un thème et un problème pour elle-même. Dans une société où les risques écologiques sont « *produits par l'industrie, externalisés sur le plan économique, individualisés sur le plan juridique, légitimés sur le plan scientifique et minimisés sur le plan politique* », la société civile progressivement s'organise et se fait de plus en plus l'écho des contre-experts (ceux de Greenpeace ou d'Act-up par exemple) en vue de contraindre les responsables politiques au véritable changement. Tel est du moins l'espoir formulé par Ulrich Beck.

faut l'entendre de cette oreille. Deuxièmement, la façon dont Beck a pensé notre société doit nous conduire à réfléchir sur la manière dont nous nous positionnons par rapport à une situation où nous sommes directement exposés à ce que nous faisons, pensez ici aux questions écologiques. Quelles conclusions peut-on en tirer d'un point de vue politique et d'un point de vue personnel ? Il y a, à mon sens, deux possibilités : soit on en tire la conclusion que quelque chose ne fonctionne plus dans nos sociétés, dans notre « civilisation » si vous voulez, et il faut donc envisager des modifications sociales importantes, des réformes de très grande ampleur, soit on décide de tirer du risque la possibilité d'une gestion anesthé-

sante qui consisterait à s'opposer à tout changement véritable. La notion de société du risque doit au bout du compte imposer dans la pensée cette idée de bifurcation.

C'est dans ce sens anesthésiant que vous parlez de l'avènement d'une nouvelle forme de gouvernance : « La biopolitique des catastrophes » ?

En effet, ce que j'appelle biopolitique des catastrophes est une façon de voir, en poussant le risque jusqu'à sa composante la plus destructrice ou la plus autodestructrice, comment tout en semblant dans un premier temps

LA BIOPOLITIQUE DES CATASTROPHES

(Frédéric Neyrat, « Dehors » - Editions MF, 2006)



Ce que F. Neyrat nomme *biopolitique des catastrophes*, c'est la mise en place progressive depuis un demi-siècle d'une nouvelle forme de « gouvernance » ou de « rationalité politique » précisément axée sur la gestion des risques contemporains. En 1986, U. Beck affirmait que « *la société du risque est une société de la catastrophe (...), l'état d'exception menace d'y devenir un état normal* » (Beck 2003). Vingt ans plus tard Neyrat soutient que « *cette tendance est aujourd'hui avérée, et (que) la catastrophe fait partie de notre actualité quotidienne. Elle semble perdre son caractère de discontinuité partielle et de continuité relative au profit d'une confusion des genres, comme si l'apocalypse pouvait nous arriver sans cesse, comme si la catastrophe définissait désormais un rapport de continuité démentiel au monde. Mais une démente qui, en ce qui concerne ses conditions de possibilité, nous semble cependant légitime: notre sensibilité exacerbée aux risques est construite, ce n'est pas une production idéologique. Et c'est sur cette sensibilité que prend corps ce que nous nommons une biopolitique des catastrophes, soit une forme de « gouvernementalité » qui aurait intégré le dit « principe de précaution »: la biopolitique des catastrophes est une hyper-biopolitique qui, sur un mode conjuratoire ou régulateur, tente de prendre en charge la totalité de la vie humaine et du vivant dont elle use* » (Neyrat 2006b)

On nous dit qu'on fait attention à la vie, on promet des « droits à la vie », mais en fait on saccage le vivant. La biopolitique des catastrophes, c'est le contraire d'une écologie des corps et des esprits.

prendre en considération ces possibilités les plus dramatiques, on tend dans un deuxième temps à anesthésier les véritables conditions de possibilité du changement en considérant les catastrophes comme inévitables. La biopolitique des catastrophes serait la gestion « libérale » du risque, ne remettant jamais en cause ses sources économiques et anthropologiques. On nous dit qu'on fait attention à la vie, on promet des « droits à la vie », mais en fait on saccage le vivant. La biopolitique des catastrophes, c'est le contraire d'une écologie des corps et des esprits.

Vous définissez donc la biopolitique des catastrophes comme une nouvelle configuration du pouvoir visant l'anesthésie des populations ?

L'anesthésie est celle des possibles. Je ne pense pas du tout que les populations ou les personnes à qui s'adresse votre revue sont plus anesthésiées que moi-même. Mon but n'est

pas du tout d'en tirer une idée selon laquelle les gens seraient incapables de ressentir. L'anesthésie concerne seulement certains types de possibilités d'existences inédites. Car en fait sont apparues avec la « modernité réflexive » de nouvelles manières de ressentir et de réagir. En France par exemple, les populations ont très bien réagi face au projet consistant à se faire vacciner en masse contre une grippe imaginaire, elles l'ont refusé parce qu'elles ont su trouver l'information, penser et percevoir de quoi alimenter leur refus, elles ont été fortement « réflexives » ! L'anesthésie dont je parle se réfère à un point très précis qui est l'idée selon laquelle il n'y aurait pas de possibilité de changer notre façon de changer. Si, en effet, les individus sont aujourd'hui largement capables de réagir très rapidement et de façon instruite face à des situations qui l'exigent, ces réactions, qu'elles soient bonnes ou mauvaises, ne semblent pas capables de viser des changements de grande ampleur. Certes nous changeons, mais il existe deux types de transformations de soi : d'une part, celles qui

ont pour fonction de changer sans ne rien changer en profondeur, et d'autre part, les transformations qui se payent en termes subjectifs et politiques. Pour le dire autrement, nous sommes devenus hypersensibles au présent mais anesthésiés face au futur. C'est comme si nous avions perdu la capacité de nous projeter dans le temps autrement que sur le mode de la catastrophe. Resterait à promouvoir une nouvelle esthétique de l'anticipation, une relance de l'imaginaire.

**Dans un article,
vous paraphrasiez**

André Breton en écrivant :

**« Ce n'est pas la crainte
de la catastrophe qui nous
forcera à laisser en berne le
drapeau de l'imagination ».**
Que voulez-vous dire ?

La bifurcation que j'évoquais est précisément dans cette phrase. Il y a en quelque sorte une double contrainte dans le sens où le concept de risque est utilisé d'une manière anesthésiante, préventive et gestionnaire dans le but de ne pas prendre en considération les potentialités véritablement autodestructrices auxquelles nos sociétés sont exposées. Etrangement, c'est là qu'il faut non seulement bifurquer mais bifurquer deux fois. Pour éviter un type de conséquences autodestructrices de nos sociétés, il faut, d'une certaine manière, réinventer la pensée, l'action et même l'éducation pour conjurer non pas les risques que prend en considération la gouvernance globale mais un certain type de conséquences désastreuses vers lesquelles tendent nos sociétés. J'introduis ici une sorte de troisième terme : l'imagination que je comprends comme une relance, laquelle ne correspond ni aux risques, ni aux catastrophes, mais plutôt aux événements bénéfiques, à des expériences capables d'augmenter nos puissances d'être.

**En quoi, concrètement,
consisterait la relance ?**

Ce qui est étonnant avec le concept de risque ou de catastrophe c'est que, dans les deux cas, jamais une promesse n'est effectuée, seulement une menace, ce qui n'est pas la même chose ! Ou bien on utilise le concept de risque en vue d'indiquer qu'il faut s'en garder au nom d'une survie ou d'une protection de soi-même, au nom finalement d'une autoconservation bien triste, c'est-à-dire d'une capacité à pouvoir continuer à jouir selon un certain type de biens marchands proposés. Ou bien on utilise le concept de catastrophe en vue d'indiquer une certaine peur des conséquences de nos actes. Dans les deux cas, on oublie que les êtres humains ne sont prêts à pouvoir modifier certains de leurs comportements de façon véritablement profonde et authentique que si et seulement si on leur propose aussi la promesse de quelque chose d'autre que ce qu'ils vivent. On ne cesse pas de se droguer, par exemple, sans l'éventualité d'une « sublimation » de ses pulsions. Avec les concepts de risque et de catastrophe, on propose soit le fait de ne pas changer et donc de rester en l'état, soit la césure catastrophique qui change tout mais, finalement, pour le pire. A aucun moment n'est proposée la promesse d'autre chose et que cet autre chose vaille le coup de perdre ce que l'on est pour gagner ce que l'on n'est pas. Nous devons véritablement apprendre à devenir ce que nous n'avons encore jamais été, ou que partiellement. C'est ce troisième terme qu'il s'agit de creuser aujourd'hui. On ne peut pas demander aux gens de prendre des risques si aucune proposition vitale ne leur est faite. Je crois que la fausse monnaie de notre temps, l'accord profond qu'il y a entre, d'un côté, les libéraux nous enjoignant de prendre des risques, et d'un autre côté un discours de la protection nous invitant à ne pas en prendre, c'est que dans les deux cas de figure, rien n'est promis de bénéfique. Aujourd'hui, sortir de cette double contrainte implique de dire aux gens et donc aussi aux jeunes : « Qu'est-ce qui vaudrait le coup », ou « pourquoi cela vaut le coup d'être soi-même ».

« Ce n'est pas la crainte de la catastrophe qui nous forcera à laisser en berne le drapeau de l'imagination ».

En quelque sorte, nous ne savons plus ce qu'est le Bien.

Donc il faut prendre des risques?

On ne peut pas, on ne doit pas en faire un impératif. Car, j'insiste, on ne peut pas demander aux gens de prendre des risques si il n'y a pas ce préalable, cette fiction prometteuse. C'est pourquoi, personnellement, je ne peux pas simplement dire aux gens : «prenez des risques». Ce n'est pas possible tel quel car, d'un point de vue éthique, la position de celui qui affirme cela est irresponsable tant que le préalable n'est pas donné, tant qu'il ne dit pas pourquoi ça vaut le coup de sortir de soi, de chez soi, d'être un sujet singulier, de parler en son propre nom, de se séparer, de sortir du milieu familial, du groupe, de sa religion ou de son parti. La fiction dont nous avons besoin, le nouveau Grand Récit si vous voulez, c'est celle qui incite à aller voir dehors. Si on en appelle simplement au risque sans avoir une image désirable, d'où la référence à Breton, c'est-à-dire sans avoir la proposition selon laquelle cela vaut le coup de désirer l'inconnu, on expose ceux à qui on parle à la dérélition ou l'auto-destruction. Ce n'est pas le risque qu'il faut commencer par prendre, mais la piste d'une vie nouvelle.

Ce n'est pas le risque qu'il faut commencer par prendre, mais la piste d'une vie nouvelle.

En quoi faites-vous une différence entre le concept de catastrophe et celui de crise?

L'attaque que j'ai développée contre le concept de crise (Neyrat 2009) tient à ma conviction selon laquelle le concept de crise tel qu'il est employé actuellement est un concept du non changement. Au fond, on appelle crise le moyen par lequel une structure tend à conserver son état par tous les moyens. La crise étant finalement le moment qui sépare deux points identiques. Ainsi, de même que le risque est internalisé comme moyen du non changement, la crise est un opérateur de continuité, un signifiant conservateur. D'où ma méfiance, parce

que cela oblitère ou passe sous silence à la fois ce à quoi on est exposé, en mal, et ce à quoi on pourrait aspirer, en bien.

Le concept de crise est donc entendu et utilisé dans un sens anesthésiant?

En effet, c'est pour cela que j'ai essayé de montrer que le concept de crise était soit insuffisant, soit trop fort pour définir ce qui nous arrive. Trop fort parce que finalement, rien ne change – par exemple, le système capitaliste reste le même après la dite «crise financière» ; insuffisant parce que ce terme ne fournit pas de bons outils d'évaluation de ce à quoi on a affaire lorsque quelque chose de vraiment destructeur arrive. Crise veut dire : soyez rassurés, il n'arrivera rien. Or, un véritable changement ajoute quelque chose à la crise, c'est toujours une création, un supplément, une réforme importante, une «révolution» pourquoi pas! En tous cas un changement de cap personnel ou collectif. Une crise authentique supposerait et le vide, l'absence de réponses, on ne sait plus quoi faire, on se cherche des nouveaux repères, et l'invention de signifiants nouveaux, de nouvelles valeurs, de nouvelles orientations du désir. Mais de telles nouveautés impliquent de favoriser le changement et d'en payer le prix : de perdre quelque chose, de se séparer d'autres ou de ce qu'on a été. De mourir à la vie révolue.

Dans l'un de vos articles, vous liez la question du risque au concept de « mise à l'épreuve » tel que l'a défini Avital Ronell dans *Test drive*. Pouvez-vous nous en dire plus?

Il y a plusieurs portes possible pour relier cela, mais je crois que la mise à l'épreuve peut également être vue d'une double façon. Ou bien, on peut dire qu'en termes d'expérimentation ou d'hyperactivité, la mise à l'épreuve c'est précisément la société du risque, qui s'auto-

3 «Expérience» vient du latin *experiri*, éprouver. Le radical est *periri* que l'on retrouve dans *periculum*, péril, danger.

TEST DRIVE. LA PASSION DE L'ÉPREUVE

(Avital Ronell, « L'autre pensée » - Stock, 2009)



Elue « *Femme la plus dangereuse des USA* » par *Research Magazine*, A. Ronell est une disciple du philosophe français Jacques Derrida, essentiellement connue comme représentante américaine de la « French Theory ». Son credo : travailler à l'intrusion de l'organique, de la sexualité, du genre, bref de tout ce qui compose ce qu'elle nomme « *les philosophèmes de la rue* » dans le commentaire des grandes pensées patrimoniales. Dans *Test Drive*, Ronell part du constat que notre époque est celle de l'expérimentation, de l'épreuve, de l'examen, du test ou de l'essai et entreprend de faire un diagnostic qui met en question notre compulsion à être où à nous croire en permanence testés. « *La mise à l'épreuve de tout et de tous est aujourd'hui une des modalités au travers desquelles ce que j'appelle « la métaphysique » se révèle, dans l'époque de l'après-mort de Dieu. Dans une ère où la référence à Dieu n'a plus cours, la passion de l'épreuve fonctionne comme une sorte de transcendance de substitution. Exit les subtilités, les nuances ou même l'imprécision de la vie quotidienne : aucune opacité n'est plus tolérée, toutes les régions de la réalité doivent se soumettre à l'impératif du décompte chiffré.* Mais à trop vouloir maîtriser et évaluer, y compris les risques, « nous risquons de devenir tous et partout des bêtes à concours sans espoir et, comme disait Nietzsche, sans joie. Ce type de rapport à la vie pourrait amener à un sérieux appauvrissement de l'existence » (Ronell 2009b), conclut la philosophe.

expérimente et touche à ce qu'elle est avec plus ou moins de conséquences désastreuses. Dans cette hypothèse, la mise à l'épreuve c'est l'autoproduction ou l'auto-expérimentation. L'autre sens possible est un sens plus passif : il s'agirait de l'expérience dans son sens originel de « traversée d'un péril »³. Dans l'expérience, il y a l'idée d'un péril véritable, une idée qui pousse le concept de crise à son paroxysme. Dans cette seconde acception, la mise à l'épreuve renvoie d'abord à ce qui m'arrive, impliquant pour moi la réception de quelque chose qui m'excède. Dans ce sens, la mise à l'épreuve engage qu'il m'arrive plus que ce que j'étais. Et ce qui m'arrive, dans ce cas, et dans ce cas seulement, je dois le laisser être.

N'est-ce pas le sens que Nietzsche donne à l'expérience ?

Chez Nietzsche, l'expérience est inséparable de *l'amor fati*. Comme tous les grands prophètes, il a affaire à quelque chose qui le dépasse et qui l'expose au déchirement. Cela, il s'agit de l'accepter, d'y consentir, de dire « Oui » à ce qui vient, même le pire. Donc de faire sauter toutes les protections, toutes les « religions du confort ». D'un point de vue existentiel, et le mot est proche de celui d'expérience, c'est imparable. Mais l'existence implique que les conditions de possibilités de la vie et de sa continuation ne soient pas trop malmenées. Telle est, encore une fois, la double exigence de notre temps, et cela Nietzsche ne pouvait l'envisager, il pensait qu'il y aurait toujours encore assez de puissance de vie pour donner

corps au « surhomme », à ce qui viendrait après la figure de l'Homme. D'un côté, celui de l'expérience, il faut se dégager des protections anesthésiantes ; de l'autre, du côté de la vie, il faut des protections, des milieux sociaux et environnementaux suffisamment solides et protecteurs pour étayer l'expérience de soi.

Cette idée de protection renvoie à la question des conditions de possibilité ?

Tout à fait. Les protections bénéfiques, ce sont pas des frontières étanches, des clivages qui coupent du monde, de l'autre, de l'étranger, mais des surfaces d'accueil, capables d'opérer des médiations entre le dedans et le dehors, soi et l'autre, la vie et la mort, ce que je suis et ce que je pourrais être. Transformer une protection en une surface d'accueil, c'est transformer radicalement la question du risque. On ne peut pas demander à des gens de s'exposer à des risques si la société ne rend pas possible les médiations grâce auxquelles le risque peut être vécu comme plus constructif que destructeur.

Si je vous suis bien, les surfaces d'accueil seraient en quelque sorte la mesure de l'inégalité sociale. Il y aurait d'un côté ceux qui en bénéficient, et d'un autre ceux qui en sont privés.

Dans un certain sens oui, mais il faut bien se rendre compte qu'actuellement, il n'y a pas de surfaces d'accueil efficaces, ou de moins en moins. Si on opère cette séparation dont vous parlez, il y aurait d'une part ceux pour qui la surface d'accueil vaut protection, mais d'une manière fantasmagique, un peu comme des forteresses imaginaires. D'autre part, ceux qui sont, non pas dans des forteresses, mais voués aux camps, exposés à l'absence de protection et donc également privés de surface d'accueil. En définitive, on a de façon très parataxique, d'un côté des formations réactionnelles – au sens des « boucliers réactionnels » freudiens – pour ceux qui en ont les moyens, et d'un autre

côté l'absence de défense, ce qui n'est pas sans générer de la violence. Mais dans les deux cas, il n'y a pas de transition ou de médiation véritable. Ce qui engagerait une réflexion sur les institutions, scolaires et sociales, sur leurs capacités à pouvoir prendre en considération les situations des individus et leur avenir.

Selon vous, le principe de précaution est-il une composante du pouvoir anesthésiant ou, au contraire, un principe de type révolutionnaire ?

C'est un élément de la société autoréflexive. Autrement dit, un moyen par lequel les sociétés peuvent commencer à prendre conscience de ce qu'elles font, par la force des choses. Dans ce sens, le principe de précaution est quelque chose d'extrêmement positif. Le problème réside dans la façon dont ce concept est ensuite récupéré dans des formations de discours ou des pratiques qui en tirent des moyens de sécurisation policière des existences – on dira par exemple qu'il faut étendre la durée de garde à vue, multiplier les caméras de surveillance, dépister les signes précoces de délinquance chez les enfants, etc., par « principe de précaution ». Il faut être très analytique et voir précisément en quoi il existe une circulation mal intentionnée de ce concept. Mais, sur les questions d'écologie des corps et des esprits, le principe de précaution a des vertus indiscutables. Ce serait d'ailleurs une très bonne chose qu'aujourd'hui nous l'appliquions aux nanoparticules. Les résultats d'une récente enquête menée par l'Agence santé et environnement (Afsset) montrent en effet qu'en l'état, il serait préférable d'empêcher la production inconsidérée des nanomatériaux, notamment dans la fabrication des chaussettes anti-transpirantes ! Actuellement, si les gens tiennent à leurs corps, ils feraient mieux d'accepter le risque des odeurs plutôt que celui de perdre pieds. En fait, le principe de précaution signifie simplement, comme le disent aussi bien Hans Jonas que Michel Serres, que nous devons savoir que nous n'avons pas la maîtrise de notre maîtrise. La critique libérale du principe de précaution

On ne peut pas demander à des gens de s'exposer à des risques si la société ne rend pas possible les médiations grâce auxquelles le risque peut être vécu comme plus constructif que destructeur.

RÉFÉRENCES

Beck U. (2003), *La Société du risque*, Flammarion coll. « Champs » (1ère éd. 1986)

Kantorowicz E. (1984), *Mourir pour la patrie*, Presses universitaires de France.

Neyrat F. (2006), *La biopolitique des catastrophes*, Editions MF, coll. « Dehors » -.

Neyrat F. (2006b), « *Biopolitique des catastrophes* », in *Multitudes*, n°24.

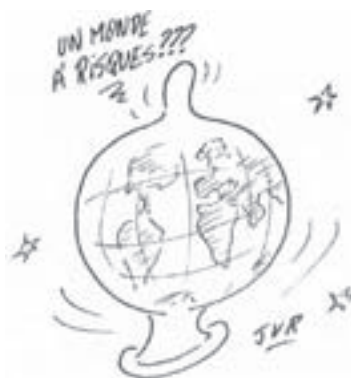
Neyrat F. (2009), « *De Tarnac à Tchernobyl en passant par Wall Street* », Site du journal Libération, [En ligne]. <http://philosophie.blogs.liberation.fr/noudelmann/2009/01/de-tarnac-tcher.html> (page consultée le 14 avril 2010).

Ronell A. (2009), *Test Drive. La passion de l'épreuve*, Stock, coll. « L'autre pensée »

Ronell A. (2009b), « La folie de l'évaluation permanente », entretien avec Lacroix A., Site de l'hebdomadaire *Marianne*, [En ligne]. http://www.marianne2.fr/La-folie-de-l-evaluation-permanente_a180749.html (page consultée le 14 avril 2010).

tend à soutenir que le principe de précaution est un principe de lâches, d'individus qui n'osent pas s'exposer à la mort, des esclaves en quelque sorte, à distinguer des maîtres d'entreprise, des courageux entrepreneurs. A ce propos, si on analyse comme il faut la relation dialectique maître-esclave telle que l'a définie Hegel, on voit que le maître, c'est-à-dire celui qui s'expose au risque et au front, ne sait rien de la mort. Une idée également défendue par Freud selon qui l'héroïsme suppose toujours un certain déni de la mort, une croyance en l'immortalité. Or plus nous nous croyons immortels, plus nous pouvons détruire la planète, persuadés qu'en définitive nous ne risquons rien ! Risquer vraiment, cela veut dire connaître la fragilité de l'existence et la précarité de la vie, et cela ne peut se faire en effet qu'avec émotion. Aujourd'hui, des gens profitent du fait que le principe de précaution est utilisé dans d'autres contextes pour en tirer l'idée selon laquelle il faudrait l'abroger, oubliant ainsi les questions d'écologie. « *Soyez courageux, disent-ils, mettez des chaussettes fabriquées à*

base de nanomatériaux, mangez des OGM, vivez à côté d'une centrale nucléaire, bref soyez des hommes ». C'est cela le principe du libéralisme, un principe qui est au fond meurtrier : pour reprendre une idée d'Ernst Kantorowicz (Kantorowicz 1984), l'idée de gloire et de sacrifice ayant disparu, la mort des individus suite aux ravages du progrès ressemble de plus en plus à « un accident de circulation politique un jour de fête légale ». ■



LES CONDUITES À RISQUE À L'ADOLESCENCE

Comment sortir de l'alarmisme sans pour autant sombrer dans la banalisation ?

> Damien Favresse, Sociologue¹

Si l'on en croit le discours dominant de ses théoriciens, « La problématique du risque » a bon dos. Le risque est partout et rares sont nos conduites y échappant. Mais à trop vouloir prédire plutôt que comprendre, quantifier plutôt que qualifier, on court le risque de rater le sens de ces conduites et, au final, d'intervenir dans le mauvais sens. C'est pourquoi D. Favresse nous invite à déconstruire nos représentations de l'adolescence sous l'unique prisme du risque, autrement dit à envisager et comprendre la période de l'adolescence plus comme une construction ou une singularisation que comme une juxtaposition ou une répétition de conduites à risque. Seul un tel renversement de perspective permet de saisir en quoi l'adolescent tire bénéfice de ses prises de risque et, le cas échéant, de déterminer en quoi les conduites qu'il adopte peuvent grever son parcours d'adulte en devenir.

L'adolescence est souvent appréhendée sous l'angle des conduites à risque. Mais qu'en est-il vraiment ? Pour tenter de répondre à cette question, nous allons d'abord la réintégrer dans le développement récent de la recherche en ce domaine, pour ensuite en proposer une définition et enfin, tracer plusieurs pistes de réflexions quant à la place que revêt la « problématique » du risque dans le processus de singularisation et la construction identitaire des adolescents.

De l'étude du risque...

Si l'observation du risque (toxicomanies, suicides, sexualités dangereuses, etc.) n'est pas nouvelle, le développement de cette notion telle que nous la connaissons actuellement est re-

lativement récent et « repose largement sur l'application du paradigme épidémiologique à l'étude des comportements humains » ; modèle d'analyse reposant essentiellement sur l'étude des causalités et « donnant la primauté à la prévision sur la compréhension » (Peretti-Wattel 2004). Pour Peretti-Wattel, ce développement récent entraîne une série d'implications dont deux sont résumées ci-dessous.

Une première provient du fait que nous nous retrouvons devant un accroissement des conduites considérées comme à risque (mauvaises habitudes alimentaires, imprudences au volant, consommation de café, non-port du casque à vélo, etc.) qui sont elles-mêmes déterminées par une multitude de facteurs de risque (attitudes, connaissances, influence des pairs, recherche de nouvelles expériences, etc.). Cette

1 Chercheur au Service d'Information Promotion Education Santé (SIPES-ULB) de l'École de Santé Publique de l'Université Libre de Bruxelles.

multiplication des comportements considérés comme à risque est issue, notamment, de l'extension de la notion de santé qui, en tant que bien-être physique, mental et social, se voit déterminé par un nombre plus important de conduites mais aussi du fait que « le nombre de facteurs de risque potentiels pour un problème de santé donné est incalculable ». Cette prolifération du risque s'inscrit aussi dans l'évolution des connaissances médicales qui font que des comportements jugés anodins dans le passé acquièrent le statut de risque dans le présent.

Du fait de son extension, la notion de risque devient indissociable de deux enjeux sociétaux. Premièrement, aborder la question du risque, c'est aussi se rappeler que la vie est en soi un risque et que le risque zéro n'existe pas. Aussi, partant du principe que le risque est une composante essentielle, voire constitutive de la vie et qu'il est utopique de pouvoir le contrôler dans son intégralité, l'enjeu à l'égard des adolescents n'est-il pas finalement de les préparer à l'anticiper, à le gérer, à le dépasser, à réaliser des choix en « connaissance de cause » ? Deuxièmement, aborder la question du risque, c'est aussi aborder la question des libertés individuelles. Si vous prenez une cohorte d'enfants, que vous les affublez pendant un an de l'équipement de « bibendum » et que vous comparez cette cohorte à une autre cohorte d'enfants qui, eux, n'auraient pas été affublés d'un tel accoutrement, il est plus que probable que l'on observe moins de traumatismes dans la première cohorte que dans la seconde. Faut-il pour autant obliger les enfants à s'habiller de la sorte ? Comme le souligne Beck, lorsqu'il traite de la *Société du risque*, le risque n'est pas une simple question d'experts, il implique toutes les composantes de la population (Beck 1992, 1999).

Une deuxième implication signalée par Peretti-Watel repose sur le constat que si, en termes d'intervention, le paradigme épidémiologique a clairement montré son efficacité « contre des pathologies dont la causalité biologique est claire », il se révèle souvent insuffisant lorsqu'il est appliqué à des conduites

humaines; fruit d'« êtres pensants ». Donnant une place trop importante à la prévision des comportements au regard de leur compréhension, il favorise la mise en place de mesures orientées sur les facteurs modifiables en n'ayant pas nécessairement toutes les clés pour comprendre, que bien souvent, derrière un facteur modifiable il y a aussi « un acte raisonné et réfléchi », il y a des circonstances qui favorisent son éclosion, sa pratique. Ainsi, par exemple, si l'usage assez répandu d'alcool au cours des premières relations sexuelles favorise l'adoption de rapports non protégés ou non souhaités, il constitue bien souvent pour le jeune un moyen de contourner la crainte de l'échec, un prétexte si nécessaire, « *au fait de ne pas avoir été soi-même* », « *une manière de se garder une porte de sortie, de sauver la face* » (Le Breton 2006). Il ne suffit donc pas d'attirer l'attention de l'adolescent sur le risque « sexuel » potentiel qu'il prend en (ab)usant d'alcool, il faut encore lui permettre de gérer des pratiques stressantes telles que celles liées au premier rapport sexuel.

En donnant ainsi la primauté à la prévision sur la compréhension, on court le danger d'intervenir sans nécessairement bien comprendre l'élément sur lequel on agit, sans prendre en compte d'une part, qu'aucun facteur n'est suffisant pour expliquer une conduite, d'autre part, qu'une relation entre un facteur et une pratique à risque est sujet à de multiples interprétations et, par ailleurs, que l'analyse factorielle est forcément limitée par le nombre de variables disponibles et, enfin, que les catégories de comportements analysés sont en partie des construits sociaux qui, derrière leur apparente homogénéité, présentent toujours une part de diversité. Lorsque dans nos enquêtes (Favresse et De Smet 2008) sur les jeunes nous prenons comme indicateur d'abus de télévision, le fait de regarder au moins 4 heures par jour, que mesure-t-on ? Des adolescents qui s'adonnent exclusivement à cette activité ? Des jeunes qui utilisent la télévision en bruits de fond ? Exercent-ils d'autres activités pendant que le poste est allumé ? La regarde-t-il seul ? En famille ? Ce lien privilégié avec le petit écran s'exerce-t-

Le nombre de facteurs de risque potentiels pour un problème de santé donné est incalculable.



il dans leur chambre ? Avec des amis ? Etc. ? De sorte que derrière un comportement jugé abusif, nous avons finalement une multitude de pratiques qui ne reflètent pas nécessairement la même chose, dont le sens varie selon les adolescents, selon l'imprégnation sociale que le comportement revêt. Ainsi, en milieu populaire par exemple, la télévision souvent allumée en permanence (pendant le repas, les activités domestiques, etc.) contribue à animer la vie de famille. Les programmes sont ainsi régulièrement l'objet de multiples joutes verbales entre ses différents membres (Harrinton et al. 1995).

L'apport de l'épidémiologie et de l'approche quantitative sont indéniables lorsque nous abordons la question du risque mais se révèlent souvent insuffisantes pour, le cas échéant, déterminer le contenu des interventions. Il s'avère tout aussi ridicule de vouloir opposer approche quantitative et approche qualitative. Elles poursuivent des objectifs différents et apportent un regard spécifique sur la problématique des conduites à risque. Ce sont deux approches complémentaires qui s'enrichissent mutuellement, qui permettent la remise en question réciproque des évidences constatées dans chacune des approches. Alors que l'approche quantitative permet, entre autres, d'identifier

des groupes à risque, de repérer des facteurs à risque prioritaires, de mesurer l'efficacité des interventions sur les conduites à risque, l'approche qualitative permet, notamment, de repositionner les conduites à risque dans leur contexte, de saisir l'univers mental (croyances, valeurs, normes, etc.) qui donne sens aux comportements à risque, de mieux saisir les conditions d'efficacité des interventions sur les conduites à risque. Lorsque nous décrivons les conduites adolescentes uniquement au travers du prisme de données chiffrées, nous appréhendons ces comportements sous un regard froid, restrictif, «insensé» alors que ces comportements prennent tout leur sens lorsqu'ils sont «saisis de l'intérieur, resitués dans leur contexte» (Van Campenhoudt 2001).

... à la notion de comportements à risque

Derrière la prise de risque chez les jeunes, nous avons une multitude de comportements dont «le trait commun consiste dans l'exposition de soi à une probabilité non négligeable de se blesser ou de mourir, de léser son avenir personnel ou de mettre sa santé en péril» (Le Breton 2007). Cette conception du risque appliquée à la santé globale concerne des comportements marginaux de «mise en jeu de sa propre vie» (Adès et Lejoyeux 2004), de confrontation au danger et à la mort (suicide, anorexie, course automobile, etc.), des conduites de «souffrance» (automutilations, boulimie, etc.), des conduites socialement valorisées (sport intensif, addiction au travail, etc.), des comportements socialement réprouvés (délinquance, usage de psychotropes, etc.) ou encore des conduites largement répandues au sein de nos sociétés (habitudes alimentaires, rapports sexuels, etc.).

Le risque, partie intégrante de la conception et la construction adolescente ?

L'adolescence a longtemps été confinée au processus de puberté biologique qui s'est vu complété plus tard, avec l'apport de la psycho-

logie, d'une dimension psychique. Limitées à cet aspect pubertaire, les études sur l'adolescence du 19^e siècle se sont attelées à déceler les « troubles causés par la puberté » (goût du viol, désir d'agitation politique, etc.) afin d'essayer d'y remédier. L'approche psychologique de la première moitié du 20^e siècle va continuer dans cette direction en se focalisant sur la crise adolescente. Appréhendée sous l'angle restreint de la crise, l'adolescence a été considérée principalement comme un moment critique, un danger pour la société, une période d'immaturité, et en définitive comme un vecteur de désordre. Il a fallu attendre la fin des années 60 pour que cette appréhension réductrice de l'adolescence soit remise en question (Fize 2002). Comme le suggère Peretti-Wattel, l'intérêt actuel envers les conduites à risque à l'adolescence n'est-il pas finalement une réactivation de ce mythe d'une « jeunesse en perte qu'il faut sauver d'elle-même » (Peretti-Wattel 2004)? Or, selon l'enquête « Santé des jeunes », la majorité des adolescents se sentent heureux (Godin 2008), n'ont aucune consommation régulière de psychotropes licites (tabac, alcool) ou illicites (cannabis, ecstasy, etc.) ou encore ne se sont pas adonnés récemment à l'abus d'alcool (Favresse et Smet 2008). Évidemment tout n'est pas rose au pays des adolescents mais comparée à l'univers des adultes, leur situation est plutôt enviable.

Pour ne pas confiner l'adolescence au risque, il convient de concevoir aussi cette période de vie comme une phase de transition entre l'enfance et l'âge adulte au cours de laquelle se construit l'identité du jeune. Construction combinant le développement individuel et social qui va amener le jeune d'une part, à se différencier, à se singulariser des autres pour devenir un être unique et d'autre part, à s'identifier, à se référer aux autres pour devenir un être social (Tap 1980). Dans ce processus dialectique entre le moi et les autres, la relation développée avec les parents et avec le réseau amical est fondamentale, d'autant que les comportements à risque sont souvent au cœur de cette dynamique relationnelle. D'abord, parce que dans son processus de singularisation, le jeune va

se confronter aux prescrits parentaux qui vont tantôt le soutenir dans sa démarche, tantôt s'y opposer. Ensuite, parce que dans son processus d'identification, le jeune va se confronter aux autres jeunes parmi lesquels il va se constituer un réseau amical et y puiser des symboles identitaires (vêtements, goûts musicaux, langages, etc.). Ensuite, parce que les conduites à risque peuvent, dans une certaine mesure, faire partie de ce processus dans le sens où elles peuvent permettre au jeune de se découvrir, d'exprimer son autonomie envers ses parents, de tester ses limites mais aussi, le cas échéant, de se sentir reconnu et valorisé par ses pairs.

De par ses valeurs, ses conduites, ses attitudes envers les consommations, son encadrement et les relations entre ses membres, la famille va influencer cette construction identitaire. Ainsi, si des membres de la famille s'adonnent à la cigarette, le jeune a également une probabilité plus importante de s'y adonner aussi, si les liens entre les membres de la famille se caractérisent par des déficits relationnels et affectifs, le jeune va plus fréquemment développer avec acuité son usage d'alcool (Bellis et al. 2007), si le jeune entretient des relations conflictuelles avec ses parents, il risque de davantage user de produits psychoactifs (Brooks et al. 1989, Sokolatz et al. 1997). La famille peut également inciter, l'adolescent à adopter des conduites potentiellement à risque. Cette place de la famille est importante, en début d'adolescence, pour ce qui est des usages « licites » tels que l'expérimentation de l'alcool ou la consommation abusive de jeux électroniques. Elle est moins importante s'agissant des usages « illicites » telles que la conduite d'un véhicule sous l'influence de l'alcool ou la consommation de cannabis qui se développent davantage entre pairs en fin d'adolescence.

L'adolescence à risque?

Pour une majorité de jeunes, l'adoption de comportements à risque va être circonscrite à une période spécifique, liée à des circonstances avec l'accord plus ou moins tacite des parents. Il en est, par exemple, de l'expérimentation de

L'intérêt actuel envers les conduites à risque à l'adolescence n'est-il pas finalement une réactivation de ce mythe d'une « jeunesse en perte qu'il faut sauver d'elle-même ».

Le risque à l'adolescence renvoie donc, majoritairement, à une expérimentation d'indépendance et, minoritairement, à une construction d'une personnalité déviante ou pathologique.

l'ivresse ou des sorties arrosées du samedi soir qui se réalisent bien souvent avec le cachet implicite des parents.

A l'inverse, pour une minorité de jeunes, ces conduites vont débiter précocement et prendre une tournure beaucoup plus régulière et accentuée. Lorsque c'est le cas, ces conduites s'inscrivent, bien souvent, dans un processus caractérisé par une distanciation plus ou moins aiguë, voire une opposition, à l'égard de la famille. Une telle distanciation se combine habituellement avec un rapprochement plus ou moins intense à l'égard des amis adoptant eux-mêmes des comportements similaires. Ce cheminement identitaire se trouve d'autant plus facilité qu'il existe au sein de la famille des caractéristiques qui vont inciter le jeune à se différencier, à s'écarter de son univers familial (perception négative des parents, maltraitance infantile, dépression parentale, alcoolisation parentale, etc.). Dans ce cas de figure, les transgressions à l'égard des normes parentales (brossage des cours, consommation de cannabis, « mauvaises fréquentations », etc.) sont habituellement l'enjeu de tensions intergénérationnelles alors que, dans un même temps, elles constituent bien souvent des conduites structurant et cimentant les relations entre les pairs, devenant le symbole de l'identité sociale du jeune. Un tel cheminement se rencontre, notamment, chez une partie des jeunes en marge du système scolaire qui vont trouver auprès de leurs pairs une reconnaissance sociale, un moyen de se (re)construire une image positive, de se procurer des compensations psychoaffectives (Pavis et Cunningham-Burley 1999) (Favresse, Kohn et al. 2000).

Evidemment, des caractéristiques personnelles (sentiment de capacité personnelle, inclination à l'anxiété, motivation scolaire, tendance à l'hyperactivité, etc.) et sociodémographiques (sexe, zone d'habitat, niveau socio-économique, etc.) vont également déterminer le développement adolescent et l'adoption plus ou moins importante de conduites à risque (Bantuelle et Demeulemeester 2008). Enfin, l'enfant n'arrive pas « indemne » à l'adolescence. Il est lui-même le fruit d'un parcours de vie le pré-

disposant plus ou moins à l'adoption de conduites à risque.

Le risque, une question d'expérimentation ?

Pour la majorité des adolescents, il importe de prendre en considération que les conduites à risque ne signifient pas automatiquement une mise en péril de la santé. Le risque à l'adolescence renvoie donc, majoritairement, à une expérimentation d'indépendance et, minoritairement, à une construction d'une personnalité déviante ou pathologique. Par exemple, la dépendance à des produits psychoactifs, hormis pour le tabagisme, présente un caractère relativement marginal notamment parce que les usages de drogues dites dures (cocaïne, héroïne, etc.) sont particulièrement peu répandus chez les mineurs ou, encore, parce que les symptômes de sevrage font suite à des années de consommation. Il est bon de savoir aussi que les conduites à l'adolescence sont instables et changeantes, que l'acuité d'un comportement à l'adolescence est peu prédictif de sa pérennisation à l'âge adulte et ceci, contrairement, à la précocité de l'adoption de ce comportement, que les usages de psychotropes licites et illicites – et plus encore ceux des jeunes adultes – sont plus souvent abusifs et liés à des moments de sociabilité que ceux des adultes qui sont davantage inscrits dans le quotidien et liés à des raisons personnelles (oublier le travail, se détendre, etc.).

A l'adolescence, et encore davantage pour les jeunes adultes, ce sont surtout les comportements sous l'influence de psychotropes et, plus particulièrement sous l'influence de l'alcool (conduite d'un véhicule, rapports sexuels non protégés, les bagarres, etc.) qui sont les plus préoccupants. Quant à l'installation dans des conduites d'usage répété et/ou de dépendance, si elle connaît habituellement ses balbutiements au cours de l'adolescence, elle dépendra aussi en grande partie de la manière dont l'adolescent arrivera à s'intégrer de manière satisfaisante dans la vie adulte (création d'une famille, intégration professionnelle, etc.)².

Le risque, une question d'adulte ?

La prise de risque à l'adolescence s'inscrit bien souvent dans des rapports intergénérationnels, dans un décalage entre des conduites « subjectivement » perçues comme bénéfiques par les adolescents et « objectivement » conçues comme à risque par les adultes. Ce sont donc davantage les adultes qui perçoivent les comportements adolescents comme à risque plutôt que les adolescents eux-mêmes. Les jeunes ne raisonnent généralement pas en termes de risque – raisonnement peu cohérent avec leurs représentations relativement abstraites du futur – mais plutôt en termes d'apports immédiats, d'apports inscrits dans le concret des actions. C'est par leurs diverses expériences personnelles, qu'elles soient à risque ou pas, qu'ils entendent se déterminer (Fize 2002). La consommation de psychotropes par les jeunes est ainsi habituellement orientée vers d'autres fins que le risque : dépasser ses inhibitions, se valoriser auprès des pairs, « expérimenter des états de conscience modifiée », etc.

Le risque, une question de culture sociétale ?

Les discours, les valeurs et les normes véhiculées dans la société, créés par les divers secteurs d'activité (économique, politique, culturel, etc.) et disséminés par les médias vont aussi participer au façonnage des conduites à l'adolescence. Ainsi des valeurs de performance, de dépassement de soi, d'hédonisme, de réalisation personnelle ne sont pas limitées à un secteur de vie particulier, mais se conjuguent dans les conduites adolescentes, dont celles à risque, et peuvent devenir pour les jeunes un moyen de se mesurer entre eux, de s'affirmer et de se dépasser. Comme le souligne Le Breton, « *le fait de « tenir l'alcool » suscite l'admiration et permet d'exister dans le regard des autres* » (Le Breton 2006). Le risque peut donc lui-même se révéler enjeu de compétition avec comme possible conséquence que plus le risque est impor-

tant et extrême, plus il est valorisable aux yeux des pairs. Dans ces circonstances, la prise de risque comme unique source de valorisation sociale constitue le principal danger pour le jeune dès lors que celui-ci n'arrive pas à se valoriser dans d'autres dimensions de sa vie (scolaire, affective, etc.). Notons d'emblée que ces valeurs de dépassement de soi, d'hédonisme se retrouvent particulièrement bien dans les stratégies mises en place par les cigarettiers et les alcooliers afin de favoriser la consommation de leurs produits. Leurs publicités ou stratégies d'action sont ainsi largement associées à des symboles de préférence eux-mêmes à risque mais connotés positivement par la société (sport, aventure, festival, etc.).

A force de pointer du doigt les conduites à risque à l'adolescence, il est aussi légitime de se demander dans quelles mesures nous façonnons les normes juvéniles, nous construisons de nouvelles identités juvéniles et ce même si ces réalités sont loin d'être représentatives de la réalité adolescente. Ce formatage, nous en sommes tous responsables à des degrés divers même si nous n'en avons pas toujours conscience. Comme le signale le site d'infor-drogues³, une campagne telle qu'il n'y a « pas de fêtes, sans bob » si elle vise à prévenir l'insécurité routière, elle avalise également l'idée qu'il n'y a pas de fête sans alcool.

L'adolescence, c'est aussi des atouts

L'adolescence, ce n'est pas une simple juxtaposition de conduites à risques. Les adolescents, ce sont également des adultes en devenir, ni pires, ni meilleurs que ces derniers mais qui, dans un même temps, présentent des qualités indéniables. Ils sont souvent sensibles aux injustices et un bon nombre d'entre eux croit profondément à l'amour, à l'amitié, à l'égalité. Moins utopistes que leurs aînés, beaucoup ont des rêves « raisonnables » : fonder une famille, trouver un travail intéressant.

Ce sont davantage les adultes qui perçoivent les comportements adolescents comme à risque plutôt que les adolescents eux-mêmes.

2 Voir par exemple : (Maggs et Schulenberg 2004/2005) (Beck, Legleye et Spilka 2007).

3 www.infor-drogues.be

RÉFÉRENCES

- Adès J., Lejoyeux M. (2004)**, *Conduites de risque*, in EMC-Psychiatrie, 1, pp.201-215.
- Bantuelle M., Demeulemeester R. (2008)**, *Comportements à risque et santé : agir en milieu scolaire*, Saint-Denis, INPES.
- Beck F., Legleye S., Spilka S. (2007)**, *Consommation et surconsommation de cannabis : apports et limites de l'épidémiologie*, in Psychotropes, 13(1), pp.9-31.
- Beck U. (1992, 1999)**, cité par Van Campenhoudt L. (2001), *Introduction à l'analyse des phénomènes sociaux*, Dunod, Paris.
- Bellis M. A., Hughes K. et al. (2007)**, *Predictors of risky alcohol consumption in schoolchildren and their implications for preventing alcohol-related harm*, in Substance Abuse Treatment, Prevention, and Policy, 2, p.15.
- Brooks J.S. et al. (1989) et Sokolatz J. et al. (1997)**, cités par Ledoux S., Sizaret A. et al. (2000), *Consommation de substances psychoactives à l'adolescence*. Revue des études de cohorte, in Alcoologie et Addictologie, 22 (1), pp.19-40.
- Favresse D., Kohn L. et al. (2000)**, *Etude de la santé des jeunes en décrochage scolaire et du cannabis à l'adolescence*, financée par la Communauté française de Belgique (DGS), Ecole de Santé Publique, ULB-PROMES, Bruxelles, 113 p.
- Favresse D., De Smet P., (2008)**, *Tabac, alcool, drogues et multimédias chez les jeunes en Communauté française de Belgique*. Résultats de l'enquête HBSC 2006, SIPES (ESP de l'ULB), Bruxelles.
- Fize M. (2002)**, *Les adolescents*, Le Cavalier Bleu, coll. «idées reçues», Paris.
- Godin I., Decant P. et al. (2008)**, *La santé des jeunes en Communauté française de Belgique*. Résultats de l'enquête HBSC 2006, SIPES (ESP de l'ULB), Bruxelles.
- Harrinton et al., (1995)**, cités par Van Campenhoudt L. (2001), *Introduction à l'analyse des phénomènes sociaux*, Dunod, Paris, 261p.
- Le Breton D. (2006)**, *Conduites à risque ou... passion du risque ?*, in La santé de l'homme, 386, pp.22-25.
- Le Breton D. (2007)**, *Anthropologie des conduites à risque et scarifications à l'adolescence*, in Arquivos Brasileiros de Psicologia, 59(2), pp.120-131.
- Maggs J. L., Schulenberg J. E. (2004/2005)**, *Trajectories of alcohol use during the transition to adulthood*, in Alcohol Research & Health, 28(4), pp. 195-201.
- Pavis S., Cunningham-Burley S. (1999)**, *Male youth street culture : understanding the context of health-related behaviours*, in Health Education Research, 14(5), pp.583-596.
- Peretti-Watel P. (2004)**, *Du recours au paradigme épidémiologique pour l'étude des conduites à risque*, in Revue française de sociologie, 45-1, pp.103-132.
- Tap P. (1980)**, *Identité individuelle et personnalisation. Production et affirmation de l'identité*, Privat, coll. Sciences de l'Homme, Toulouse.
- Van Campenhoudt L. (2001)**, *Introduction à l'analyse des phénomènes sociaux*, Dunod, Paris.

Ils sont habituellement en plein développement de leurs capacités critiques et font souvent preuve d'inventivité, de créativité, de dynamisme, d'adaptabilité. Souvent, pour eux, la pratique d'un sport, d'une activité, d'un loisir (roller, vélo, jeux électroniques, musiques, tag, etc.), ce n'est pas un simple moyen de se maintenir en forme ou de se détendre, c'est aussi souvent l'occasion d'exprimer leurs habiletés, de faire preuve de dextérité (Fize 2002). Une autre force des adolescents, c'est leur capacité à dépasser leurs souffrances, leurs détresses, à renverser le développement d'un processus pathologique (Le Breton 2007). ■



LES JEUNES ET LE PRÉSERVATIF. US ET COUTUMES DE LA NÉGOCIATION.

Quels facteurs peuvent influencer les jeunes à s'engager dans des comportements sexuels à risque?

> Emilie Walewyns, Psychologue

> Olivier Klein, Docteur en sciences psychologiques. Membre de l'Unité de Psychologie Sociale de l'ULB

Augmentation du nombre de partenaires sexuels, multiplications des relations sexuelles occasionnelles: si l'on en croit les chiffres, le jeune d'aujourd'hui explose le compteur de ses aînés. Les temps ont indiscutablement changé mais ce fait de société est indissociable d'un autre: la propagation du VIH. Aux yeux des jeunes, la relation sexuelle s'est vue dotée d'une dimension supplémentaire, celle du risque. Et n'en déplaise à certains, contre ce type de risque, le latex demeure envers et contre tout la meilleure arme de combat. Or, bien qu'il soit davantage en odeur de sainteté qu'auparavant, le préservatif occasionne toujours quelques résistances. Emilie Walewyns ¹ nous éclaire sur les facteurs prédictifs de son utilisation et, par la même occasion, nous donne à voir que l'inconscience face aux risques est loin d'être un comportement généralisable à tous les jeunes.

Bien que le sida et les infections sexuellement transmissibles (IST) suscitent moins de crainte que par le passé, elles constituent toujours un enjeu majeur de santé publique. Depuis la prise de conscience de leur gravité dans les années 80, de nombreuses associations tentent de prévenir la transmission de ces infections. On aurait pu espérer les voir disparaître suite à ces efforts. Or les rapports de l'Institut Scientifique de la Santé Publique montrent que près de trois personnes sont contaminées chaque jour par le VIH en Belgique et qu'il existe une recrudescence des différentes IST, notamment chez les jeunes, ces dernières années. Le moyen de protection le plus efficace contre ces infections est le préservatif soulignent tous les acteurs de

prévention. Il semble donc pertinent de s'interroger plus amplement sur les facteurs pouvant prédire l'utilisation ou non de celui-ci par les jeunes.

Les résultats d'enquêtes récentes réalisées en Belgique montrent des changements dans les pratiques sexuelles des jeunes (Beghin et al., 2006 ; Godin et al., 2008 ; Union Nationale des Mutualités Socialistes, 2008). Bien que l'âge du premier rapport sexuel ne semble plus diminuer, certaines modalités des pratiques sexuelles, telles que le nombre de partenaires et le type de relations, se modifient depuis plusieurs années. Il ressort que le nombre de partenaires sexuels augmentent et que les jeunes

1 Travail de fin d'étude d'Emilie Walewyns, «Quels facteurs prédisent l'occurrence des comportements sexuels à risque chez les jeunes de 15 à 25 ans? Une approche psychosociale». Disponible sur demande à l'adresse suivante : emiliewalewyns@hotmail.com

Lorsqu'on les interroge sur leur dernière relation occasionnelle en date, près de 79% des jeunes affirment avoir utilisé un préservatif.

s'engagent plus fréquemment dans des relations sexuelles dites occasionnelles.

Nous avons mené une étude visant à examiner les prédicteurs pouvant intervenir dans ce contexte particulièrement à risque : la relation occasionnelle, définie comme une relation sans lendemain d'un soir ou de plusieurs soirs. Il s'avère en effet que ce type de relation est rarement prémédité. L'individu se retrouve donc à la merci de ses propres envies ainsi que des désirs et exigences de son partenaire. De plus, ces « one shot » ont lieu, dans la plupart du temps, avec un parfait inconnu dont l'individu ignore tout de la sexualité passée. Nous avons questionné 420 jeunes belges francophones de 15 à 25 ans à propos de l'utilisation et de la négociation du préservatif lors de leur dernière relation occasionnelle. La récolte des données a été réalisée via internet à l'aide du programme LimeSurvey.

Près de 92% de l'échantillon se dit être sexuellement actif, et, parmi ceux-ci, plus de 63% affirment s'être déjà adonnés à une relation occasionnelle. Ce pourcentage élevé démontre bien l'intérêt d'étudier ce type particulier de rapports sexuels. Lorsqu'on les interroge sur leur dernière relation occasionnelle en date, près de 79% des jeunes affirment avoir utilisé un préservatif. Même si à première vue ce pourcentage semble prometteur, il signifie également qu'un jeune sur cinq n'y a pas eu recours et a adopté un comportement à risque élevé. Les raisons les plus évoquées pour expliquer

cette non-utilisation sont la non-possession de préservatif et l'abus d'alcool tant par les garçons que par les filles. On constate néanmoins qu'une troisième raison évoquée principalement par les garçons est la diminution du plaisir.

«Vais-je en parler?»

Un(e) partenaire qui souhaite poser un préservatif doit parfois exprimer son souhait à son partenaire. Cette phase est souvent cruciale à la mise en œuvre de rapports protégés. Or, nombre d'adolescent(e)s n'expriment pas leur souhait, voire acceptent de s'engager dans des rapports non protégés suite à un désaccord du partenaire. En effet, oser affirmer ce désir risque d'être mal accueilli par le partenaire. Cela peut par exemple être perçu par lui ou elle comme «peu romantique» ou comme «tuant le plaisir». Certains jeunes, surtout peu expérimentés, sont susceptibles de se sentir peu à même d'exprimer ce désir et de gérer les conséquences de cette expression, tout en ayant une relation sexuelle satisfaisante. En jargon psychologique, c'est-ce que l'on qualifierait de «sentiment d'auto-efficacité faible» par rapport à cette négociation. Indépendamment de ce sentiment, certains jeunes se sentent peu à même d'utiliser correctement le préservatif, de peur par exemple qu'il se déchire ou ne soit pas bien placé. En d'autres termes, leur perception d'auto-efficacité d'utilisation est faible et peut les décourager de s'engager dans une négociation de l'utilisation du préservatif.

Les attitudes qu'un jeune développe vis-à-vis du préservatif jouent également un rôle dans la propension qu'il aura à négocier et à utiliser celui-ci. Ces attitudes se forment à partir d'expériences personnelles mais également d'expériences de l'entourage et de témoignages lus dans les médias ou sur internet. Des attitudes positives à l'égard du préservatif (telle que la perception de la fiabilité de celui-ci) sont des prédicteurs de l'utilisation de ce dernier, alors que la perception de barrière à l'utilisation (telle que la diminution de plaisir) sont négativement associées à son utilisation (Noar et al.,



SIDA - STOP

Fin mars, la Communauté française a lancé une formule originale de campagne de prévention du sida qui fait directement appel aux jeunes et à internet. Des études récentes en matière de sida et de propagation de la maladie montrent que la thématique est toujours d'actualité. Selon le rapport «Epidémiologie du sida et de l'infection à VIH en Belgique», publié en novembre 2009 par l'Institut scientifique de Santé publique, 1.079 personnes ont été reconnues séropositives en 2008 (Les chiffres de l'année 2009 seront disponibles en juin 2010), ce qui représente trois nouveaux cas par jour. En 2003, 2005 et 2007, les nouveaux diagnostics d'infection par le VIH avaient été respectivement au nombre de 1.053, 1.068 et 1.064. Ces quelques chiffres illustrent clairement l'importance des efforts de sensibilisation et d'information à réaliser auprès des gens. L'initiative de la Communauté française s'est concrétisée via un site internet, www.sida-stop.be, et un concours. Concrètement, il s'agit de proposer à tous les jeunes de la Communauté française de réaliser et de présenter des spots radios et/ou des clips audiovisuels, axés sur six thèmes en rapport avec le sida (le regard des jeunes sur le préservatif, la première fois et le préservatif, le mode de transmission du sida et les IST, les situations à risques, les fausses croyances en matière de sida et la solidarité avec les séropositifs).

2006). De plus, ces attitudes semblent jouer un rôle indépendamment du contexte et du type de partenaire.

Négociation du préservatif

54% des sujets, qui ont déjà eu une relation occasionnelle, ont affirmé s'être engagé dans une négociation de l'utilisation du préservatif, c'est-à-dire que le souhait d'utiliser un préservatif a été exprimé explicitement, préalablement à la relation, par leur partenaire ou par eux-mêmes. Parmi ceux-ci, près de 7 jeunes sur 10 ont initié eux-mêmes la discussion. Cependant, lorsque l'on s'intéresse aux raisons évoquées pour expliquer l'absence de négociation, on constate que 60% des jeunes, qui n'ont pas abordé la question du préservatif avec leur partenaire avant de s'engager dans le rapport sexuel, ont tout de même utilisé un préservatif. En effet, pour près de 8 jeunes sur 10 de cette catégorie, l'utilisation du préservatif est un automatisme et 1 jeune sur 10 va jusqu'à spécifier que ça l'est d'autant plus dans le cadre d'une relation occasionnelle. Ce résultat démontre clairement qu'il faut prendre du recul par rapport à l'idée que les jeunes ignorent les risques liés à la sexualité et à la non-utilisation du préservatif. En effet, ils ont de plus en plus accès à une multitude d'informations sur le sujet et possèdent de meilleures connaissances sur les modes de transmissions du sida et des IST que leurs aînés.

Par contre, en ce qui concerne les jeunes qui n'ont ni négocié, ni utilisé le préservatif, on remarque que les garçons évoquent principa-

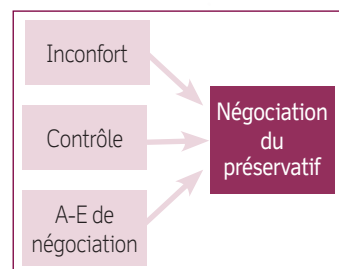
lement une excitation trop forte et l'abus d'alcool, alors que les filles invoquent un grand sentiment de gêne. Ces résultats mettent en évidence que la question de la négociation de l'utilisation du préservatif avec le partenaire n'est plus perçue comme un sujet tabou. Elle est entrée dans les mœurs sexuelles d'une certaine catégorie de jeunes, mais reste néanmoins un thème délicat aux yeux de beaucoup d'autres.

Si l'on s'intéresse aux facteurs prédisant la négociation du préservatif lors de la dernière relation occasionnelle, on constate de grandes différences en fonction du genre des participants. Chez les filles, c'est principalement le fait de se sentir efficace par rapport à la négociation de l'utilisation du préservatif, et dans une moindre mesure, de percevoir celui-ci comme confortable et d'avoir une attitude de contrôle à l'égard du préservatif (c'est-à-dire recourir systématiquement à l'utilisation du préservatif, indépendamment du contexte) qui prédit sa négociation (Figure 1).

Figure 1.
Modèle prédisant le comportement de négociation chez les filles

En revanche, chez les garçons, c'est le fait de se sentir efficace par rapport à l'utilisation du préservatif et de témoigner l'intention de négocier cette utilisation lors d'une relation occasionnelle future qui prédit sa négociation (Figure 2). Or il est intéressant de constater que le fait d'avoir déjà eu une relation occasionnelle diminue l'intention de négocier lors de relations occasionnelles futures. Nous pou-

Il faut prendre du recul par rapport à l'idée que les jeunes ignorent les risques liés à la sexualité et à la non-utilisation du préservatif.



RÉFÉRENCES

Bandura A., (2003), Auto-efficacité : le sentiment d'efficacité personnelle, Bruxelles, De Boeck.

Beghin D., Cueppens C., Lucet C., Ndamè S., Masuy-Stroobant G., Sasse A., et Piette D., (2006), «Adolescentes : sexualité & santé de la reproduction. Etats des lieux en Wallonie et à Bruxelles», Bruxelles, Ministère de la Communauté française.

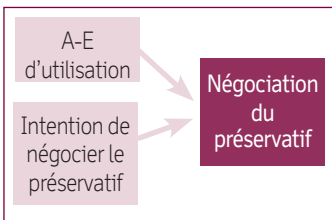
Crosby R., DiClemente R., Wingood G., Salazar L., Rose E., Levine D., Brown L., Lescano C., Pugatch D., Flanigan T., Fernandez I., Schlenger W. et Silver B., (2005), «Correlates of condom failure among adolescent males: An exploratory study», in Preventive Medicine, 41, pp.873-876.

Godin I., Decant P., Moreau N, de Smet P. et Boutsen M., (2008), «La santé des jeunes en Communauté française de Belgique. Résultats de l'enquête HBSC 2006», Bruxelles, Service d'Information Promotion Education Santé (SIPES), ESP-ULB.

Noar S., Carlyle K. et Cole C., (2006), «Why communication is crucial: Meta-analysis of the relationship between safer sexual communication and condom use», in Journal of Health Communication, 11, pp.365-390.

Union Nationale des Mutualités Socialistes, (2008), «Enquête Sexualité 2008 : Etats des lieux de la sexualité des 15-25 ans».

Figure 2.



vous comprendre les résultats obtenus par les garçons à la lumière de l'étude de Crosby (2005) qui met en évidence que la probabilité que le préservatif se déchire est 80 fois plus élevée chez les adolescents qui ont des rapports sexuels avec des jeunes rencontrés le jour-même que dans le reste de la population.

Figure 2. **Modèle prédisant le comportement de négociation chez les garçons**

Il apparaît donc qu'une première expérience négative dans la manipulation et l'utilisation du préservatif peut avoir de conséquences non négligeables sur les comportements sexuels futurs des jeunes garçons. Une manière d'éviter ce cas de figure serait d'inciter les jeunes adolescents à s'entraîner à utiliser le préservatif, soit lors d'animations à la vie relationnelle, affective et sexuelle, soit seul à la maison.

Utilisation du préservatif

En ce qui concerne l'utilisation du préservatif, chez les filles, c'est essentiellement le fait de se sentir efficace par rapport à l'utilisation du préservatif et de percevoir celui-ci comme fiable qui prédit son utilisation (Figure 3).

Figure 3.

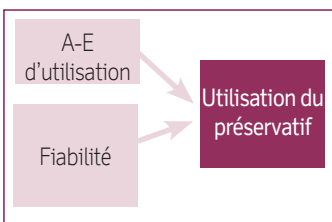


Figure 4.

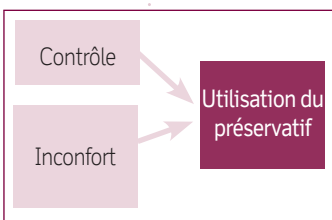


Figure 3. **Modèle prédisant le comportement d'utilisation du préservatif lors d'une relation occasionnelle chez les filles**

Par contre, chez les garçons, c'est le fait de percevoir le préservatif comme confortable et d'avoir une attitude contrôlante vis-à-vis de ce dernier qui prédit son utilisation (Figure 4).

Figure 4. **Modèle prédisant le comportement d'utilisation du préservatif lors d'une relation occasionnelle chez les hommes**

Conformément aux résultats obtenus par les filles pour le comportement de négociation, il apparaît qu'un sentiment d'auto-efficacité élevé est le prédicteur principal de l'utilisation du préservatif chez les filles. Cependant, il est à noter que l'auto-efficacité est un concept multidimensionnel puisqu'un sentiment d'auto-efficacité élevé dans un domaine précis d'activité n'est pas nécessairement accompagné d'un haut sentiment d'efficacité dans d'autres domaines (Bandura, 2003). Il semble donc primordial de prendre en compte et d'étudier plus minutieusement ce concept clé afin de pouvoir axer les actions de prévention sur une augmentation du sentiment d'auto-efficacité dans le domaine sexuel chez les jeunes.

Conclusion

Grâce à cette étude, nous pouvons constater qu'il existe une différence assez importante entre les garçons et les filles quant à la manière d'aborder les relations sexuelles. Les filles ont tendance à adopter une attitude d'autoréflexion et centrée sur leur sécurité alors que les garçons optent plutôt pour une attitude guidée par l'action, la recherche de plaisir et sont davantage guidés par leurs expériences antérieures. Il semble opportun de tenir compte de ces deux modes de fonctionnements différents lors de la mise sur pied d'animations et d'actions de prévention à leur intention. ■

LE RISQUE TOUT EN NUANCES

> L'équipe de Modus Vivendi

Il existe autant de risques qu'il y a d'individus. Comment dès lors envisager une réduction des risques dans cette multiplicité? La réduction des risques liés à l'usage de drogues ne prône pas l'abstinence ou la consommation, restant sans tabous ni jugements moralisateurs. Elle donne aux usagers des outils de changement. Changement de comportement, de situation, de mentalité, de vision, d'attitude, de regard, bref, de tout ce qui sera utile ou nécessaire à une amélioration du bien-être de l'individu. Libre à lui d'utiliser ces outils ou non, de les choisir voire même de les interpréter en fonction de son contexte ou au regard de son vécu.

Dans notre culture, le risque peut être représenté comme un élément d'adversité. Il est ce qui peut contrarier les projets et les entreprises d'un individu ou d'une collectivité. Il devient alors une limite objective au désir d'autonomie et tous nos efforts tendent alors à l'éradiquer. Souvent synonyme de danger, de péril ou de complication, la conception négative du risque nous amène à vouloir tout mesurer, tout prévoir et tout contrôler. Mais paradoxalement, tout en cadrant au maximum les risques liés à la santé des individus, nous prenons tous les risques et osons tous les paris en matière de flux monétaires internationaux, stimulation d'entreprises virtuelles ou déchets nucléaires. Les problèmes nous bousculent, nous malmènent, nous désarçonnent. Salutaire déséquilibre, c'est par les problèmes que toutes les espèces évoluent. En pensant de manière obsédante à la sécurité, ce qui devait nous rendre plus humains

nous a déshumanisés. Et la peur paralyse. Or les regrets qui nous minent sont parfois, non pas ceux des bêtises qu'on a commises, mais des « folies » qu'on n'a pas osées tenter.

La Réduction des risques liés à l'usage de drogues

Tout d'abord, partons du monde tel qu'il est : un monde où depuis toujours des gens ont consommé des substances psycho-actives. La question des drogues est une part inhérente de l'existence humaine. Elle nous malmène, nous interroge dans notre sacro-saint idéal d'autonomie, de sécurité et notre envie de maîtrise totale. La réduction des risques en promotion de la santé se construit sur un paradoxe : d'une part, l'incitation à éviter un comportement et d'autre part, l'éducation à la responsabilité et au libre choix¹.

Certes, tous les usagers ne sont pas égaux de-

1 Ministère de la Communauté française – Direction générale de la santé (2004), Programme quinquennal de promotion de la santé de la Communauté française 2004-2008, p.11. Document accessible sur <http://www.sante.cfwb.be/thematiques/promotion-sante/>

Il y a une dizaine d'années, nous avons organisé un focus group sur la notion de risques. Nous avions en tête une flopée de risques sanitaires. Nous pensions être très ouverts et étions très fiers d'élargir la réduction des risques à l'ensemble des risques courus par les usagers, de ne pas nous tenir à la prévention du sida mais également aux hépatites, aux overdoses, abcès et autres problèmes sanitaires. Le groupe était composé d'usagers d'héroïne, tous par injection et nous leur avons demandé ce qu'était un risque pour eux et surtout quel était le plus important. Et là nous avons reçu une leçon, le plus grand risque pour tous était d'ordre relationnel, le top : être amoureux! Comme quoi...

avant l'usage de produits psychotropes. C'est pourquoi il importe de donner à tous, de manière diversifiée et propre à chaque individu, les moyens de réduire ces risques. Nous n'avons pas tous le même parcours individuel, nous ne venons pas tous du même milieu économique, social ou culturel. Nos fragilités sont différentes et pourtant certains groupes de consommateurs en présentent de similaires.

Comment alors tenir compte de ces différences dans une action globale? Il ne s'agit pas ici de répondre à toutes les questions, ni de trouver toutes les solutions. Il s'agit plutôt d'essayer, par une approche particulière mais articulée à la prévention et aux soins, de contribuer à améliorer la santé et le bien-être des différents publics d'usagers.

La réduction des risques en termes de promotion de la santé vise le bien-être de la personne, celui-ci peut passer par la consommation comme par l'abstinence.

«La promotion de la santé est le processus qui confère aux populations les moyens d'assurer un plus grand contrôle sur leur propre santé, et d'améliorer celle-ci. Cette démarche relève d'un concept définissant la "santé" comme la mesure dans laquelle un groupe ou un individu peut d'une part, réaliser ses ambitions et satisfaire ses besoins et, d'autre part, évoluer avec le milieu ou s'adapter à celui-ci. La santé est donc perçue comme une ressource de la vie quotidienne, et non comme le but de la vie: il

s'agit d'un concept positif mettant en valeur les ressources sociales et individuelles, ainsi que les capacités physiques. Ainsi donc, la promotion de la santé ne relève pas seulement du secteur sanitaire: elle dépasse les modes de vie sains pour viser le bien-être»²

La recherche de bien-être peut induire des rapports différents aux drogues, la consommation récréative, thérapeutique, l'abstinence, l'abus... Car il faut accepter que la consommation de drogues, quelle qu'elle soit, est avant tout une réponse, au même titre d'ailleurs que le choix de non consommation. Une réponse à une situation, qu'elle soit problématique ou non, une solution que l'on peut estimer risquée, salubre, désespérée, naïve, ... mais qu'il ne nous appartient pas de juger. Il ne peut s'agir dès lors que d'un processus d'accompagnement, d'outillage de l'usager, lui redonner la possibilité de faire un choix plus éclairé à travers une analyse de la situation, de la question qui se pose, des réponses diverses à y apporter, et une évaluation qui tienne compte des gains et risques encourus par la personne et son entourage. Tout choix comporte des risques mais on part du présupposé que «le risque en vaut la chandelle». Cette recherche du bien-être, car il s'agit bien de cela, reste de la responsabilité de la personne, nous pouvons soutenir cette responsabilité, nous devons la renforcer (empowerment), mais nous ne pouvons pas l'obliger, ni nous y substituer. Elle n'a de sens que pour celui qui la porte, qui l'engage véritablement, qui la risque et qui en retirera les bénéfices et/ou en subira les conséquences. Le risque en lui-même n'a pas de valeur, positive ou négative, il se définit en fonction de la personne (son état, son parcours,...) et de son contexte.

Si le produit ou la consommation de produits est un risque en soi, ce risque n'est à priori ni positif, ni négatif. Nous collectons dans nos services autant d'expériences positives et/ou négatives de la consommation de psychotropes, que ce soit de personnes consommant toujours ou ayant consommé.

Quant au risque que l'on se plaît à coller inlas-

2 WAAUB P. (2006), «Pour une éducation à la dépendance», in Les Cahiers de prospective jeunesse, n°39, pp. 3-5.

sablement dans son acception plus que péjorative à la consommation de produits psychotropes, c'est-à-dire la dépendance, cheval de bataille de la prévention des assuétudes, n'est-il pas nécessaire de l'interroger à son tour, de chercher quel sens l'usager peut lui donner? Est-il aussi univoque que cela?

Osons opérer ce glissement qui permet de rouvrir le débat sur la question fondamentale qui sous-tend tout débat sur les assuétudes.

La prévention des assuétudes, en ce compris la réduction des risques, n'est-elle pas un leurre lorsqu'elle vise le risque zéro, l'éradication de toute dépendance?

«Et s'il s'agissait plutôt de choisir ses dépendances?», en posant ainsi la question, Pierre Waaub entend opposer deux visions contradictoires: celle du *self-made-man*, fort, indépendant, autonome, individualiste, n'ayant besoin de personne, ne comptant sur personne, à celle de l'être connecté, interconnecté aux autres, dépendant amoureusement, affectivement, professionnellement, sachant et admettant que l'on se construit également dans notre rapport à l'autre.

Dans quelle vision vous reconnaissez-vous?

Pas besoin d'être usager pour poser, se poser, se voir poser la question... et y répondre. Pourtant, au final, Waaub ne les renvoie pas bout à bout. Son éducation à la *dépendance* réaffirme l'intérêt d'un travail sur les assuétudes: «*apprendre à connaître ses dépendances, comme on apprend à reconnaître ses appartenances dans le processus de construction identitaire, apprendre à les choisir, à les construire, en lien avec d'autres, à leur donner un sens, pour nous-mêmes et pour les autres, apprendre à se concevoir et se construire dans un système de dépendances (solidarités, conflits, rapports de force), dépendance aux autres, à des produits, à l'environnement, comprendre que les choix des uns influencent le choix des autres et que l'on peut devenir autonome tout en étant aussi dépendant.*»

L'approche de réduction des risques entend donner ou redonner aux usagers de drogues les moyens concrets de choisir. Elle fait le pari que tout usager est potentiellement responsable et citoyen. Qu'il fera son chemin, parsemé d'embûches et de satisfactions, de désirs et d'angoisses, de risques et de dépendances, qu'il le fera, accompagné par nous, travailleurs du secteur, entouré par ses amis, soutenu par sa famille, lié à ses collègues, solidaire de ses comparses,... ou pas. ■



LES AMBIVALENCES DU RISQUE, REGARDS CROISÉS EN SCIENCES SOCIALES (sous la direction de Yves Cartuyvels, Facultés universitaires Saint-Louis, 2008)

Le concept de risque est un terme ancien, qui viendrait, via l'italien *risico* ou l'espagnol *riesgo*, du latin *resicum* qui signifie ce qui coupe. Comme menace, le risque est étroitement associé au régime de l'assurance depuis le XVI^e siècle. Depuis, il n'a cessé de se développer comme mode de gouvernementalité des hommes et des populations. Ces dernières années, société du risque et principe de précaution ont fait leur apparition, pour désigner une nouvelle génération de dangers non prévisibles et non assurables, mais sans doute aussi pour souligner un changement assez significatif de notre rapport à la science, aux normes et à la responsabilité dans le cadre de sociétés dites «réflexives». Mais depuis Pascal et son célèbre pari, le risque est aussi valeur positive, synonyme de choix en contexte d'incertitude. Dans cette dimension, le risque en tant que prise de risque renvoie à la part de liberté et de responsabilité que tout homme est condamné à assumer. *Alea iacta est...* Qu'est-ce que le risque? Que signifie société du risque? Quels changements dans les modes de gouvernementalité le concept de risque introduit-il dans les politiques publiques (sociales, pénales, familiales, de la santé)? Quels enjeux philosophiques le risque pose-t-il dans des sociétés victimaires qui font volontiers l'apologie de l'homme précautionneux et l'éloge du risque zéro? C'est autour de ces questions qu'est construit cet ouvrage, fruit d'un séminaire de deux ans mené par le Réseau Interdisciplinarité et Société (RIS) aux Facultés universitaires Saint-Louis.

RÉDUIRE LES RISQUES AU SEIN D'UNE INSTITUTION DE SOINS

> Joëlle Dubocquet, Psychologue, Centre Médical Enaden¹

Il y a autant de manières de réduire les risques liés à l'usage de drogues qu'il y a d'usagers de drogues. Chaque usage s'inscrit dans un contexte particulier qu'il s'agit de déchiffrer par un travail d'écoute respectueux de la personne et de son récit de vie. Par la présentation d'un panorama non exhaustif des types de consommateurs accueillis à Enaden, Joëlle Dubocquet nous donne à voir cette diversité et la richesse des pratiques de soins.

Quel sens donner à la prise de risque ?

Parler de réduction des risques liés à la consommation de psychotropes (alcool, cocaïne, héroïne, médicaments, cannabis) dans une institution qui propose à la fois des hébergements, un centre de jour et une consultation, nécessite un petit détour sur ce que signifie « prendre des risques ».

Nous ne pouvons vivre sans prendre des risques; les choix que l'on pose entraînent nécessairement des risques. Si ce sont des choix décisifs, nous ignorons souvent les conséquences de ceux-ci. En d'autres termes, certains risques sont indissociables du fait même de vivre : nous sommes confrontés au hasard des rencontres, au monde qui nous entoure, par nature imprévisible. De plus, une part de nous-mêmes nous échappe, une part d'incompréhensible sommeille en nous et se révèle avec

la vie, les actes que nous posons, avec les rencontres, les deuils, les changements de vie...

Nous relatons peut-être des évidences mais ne faut-il pas les rappeler à une époque à ce point obsédée par l'éradication de l'imprévisible, le calcul et la prédiction des risques ? Un constat qui peut paraître paradoxal car, dans le même temps, nous vivons une époque qui valorise la prise de risque et où l'individu est littéralement incité à adopter des comportements à risque. Ainsi, dans *Passions du risque*, David Le Breton soutient qu'à l'heure actuelle l'individu ne peut plus s'appuyer sur des valeurs collectives; il doit se mettre en quête d'un bonheur individuel. Il se tourne alors vers le corps pour l'éprouver, tester ses limites et manifester des comportements à risque. En effet, ne pouvant plus compter sur des repères culturels et sociétaux, l'individu contemporain est amené à se reconstruire une identité. Pour ce faire, il cherche ses marques et ses limites en éprouvant ses sen-

1 Responsable de l'Unité de Consultation de Centre Médical Enaden

sations, en mettant son corps en jeu. Différents comportements à risque tels que les conduites à risque propres aux adolescents, les comportements de toxicomanes, le saut à l'élastique, les raids, les rapports non protégés participent pour l'individu à une recherche de sens.

Les thèses défendues par Le Breton se voient confirmer par l'actuel engouement pour les comportements à risque, ces comportements qui donnent « des frissons » et qui mettent le corps en jeu. Il s'agit bien d'aller à la rencontre de ses limites, de les tester, et ce jusqu'à mettre parfois sa vie en danger. A cette modalité de prise de risque s'ajoutent les risques auxquels chaque individu est exposé par le simple fait de vivre.

L'accueil de la parole

Comment réduire les risques à partir d'une institution de soins ? Le travail avec les personnes qui viennent nous trouver n'a-t-il pas comme visée de les aider à se réapproprier un peu plus leur vie et les risques qu'ils prennent consommant ? Ces risques se rapportent à leur corps mais aussi à leurs attaches sociales, aux amis qu'ils risquent de perdre, à un travail ou à un appartement qu'ils n'arrivent plus à payer... S'approprier quelque chose, « c'est faire sien ». Se réapproprier sa vie, c'est réinterroger les actes que l'on pose, mesurer l'écart entre ce qu'on veut et les actes que l'on pose. Ce serait trop simple de dire que vouloir arrêter de prendre de la drogue renvoie uniquement à une question de volonté. Il faut évidemment le vouloir mais cela ne suffit pas. Ce n'est pas une tâche simple car la drogue prend une place qui n'est pas seulement négative. Avant d'être un problème, la drogue est souvent une solution. Elle est venue anesthésier quelque chose qui était vécu comme insupportable. Nous ignorons de quoi il s'agit car cette place est toujours singulière mais les patients aussi l'ignorent, du moins en partie. Et c'est parce qu'ils l'ignorent qu'ils viennent nous dire qu'ils n'arrivent pas à arrêter, que c'est plus fort qu'eux. Ainsi nous faisons offre de les accueillir et d'accueillir leur parole.

En écoutant les patients, on ouvre une brèche. Ils parlent et la parole les renvoie à eux-mêmes, à leur histoire, à leurs choix. Avec les mots, ils peuvent progressivement se réapproprier le risque. De nouvelles limites qui ne mettent le corps en jeu peuvent alors prendre sens. Tout cela requiert du temps, c'est un processus s'étalant sur le long terme et durant lequel, progressivement, les patients vont oser quitter les identifications qu'ils ont empruntées : « je suis inutile », « je suis un incapable », « je suis rejeté », etc. Il faut du temps avant qu'ils puissent entrevoir qu'ils peuvent être autre, avant qu'ils puissent disposer d'une autre assignation. Nous savons que notre engagement à les écouter ne suffit pas, qu'il faut respecter leur rythme et que c'est eux qui décident. Nous sommes là pour les accompagner, les encourager, les soutenir dans leur parole et dans leurs démarches. Il n'est pas rare que surgisse une profonde angoisse chez le patient qui vient de stopper sa consommation, d'où les fréquentes rechutes. Créer un espace de parole et de confiance pourra peut-être déjouer ces moments où la douleur réapparaît. Nous devenons des interlocuteurs de leur souffrance.

Les pratiques de réduction des risques

Nous allons commenter quelques situations que nous rencontrons dans notre pratique. Il ne s'agit pas ici de faire un inventaire, ni une classification des types de consommateurs que nous rencontrons dans un centre spécialisé dans le traitement des usagers de drogues. Les situations que nous allons décrire sont seulement des exemples, nous aurions pu en prendre d'autres. Nous avons toujours affaire à des situations singulières, complexes et le type de produit consommé ne suffit pas à nous renseigner sur le rapport qu'entretient le consommateur avec celui-ci. Il faut l'entendre, prendre le temps de saisir la place que prend le produit dans sa vie.

Beaucoup de consommateurs de drogue ne s'identifient pas aux toxicomanes, ils prennent de la drogue de temps en temps de manière

Avant d'être un problème, la drogue est souvent une solution.

festive, ce sont les consommateurs de cannabis, de cocaïne, de drogues de synthèses (ecstasy...). Certains viennent consulter parce qu'ils n'arrivent pas à arrêter seul. Ils prennent de la drogue pour vivre à 100 à l'heure, pour éprouver leur corps mais une part d'eux-mêmes ne veut pas tout perdre. Une relation avec le conjoint qui risque de se rompre, un endettement, une interpellation judiciaire, met un frein à leur consommation. Ils viennent demander chez nous un coup de pouce. Ces patients sont insérés socialement, ils ont un travail, des amis, un tissu social, bref un ensemble d'appuis auxquels ils peuvent se raccrocher. Parfois quelques entretiens médicaux ou psychologiques suffisent à les soutenir dans leur désir d'arrêter.

Parfois, c'est une famille qui vient consulter, désespérée et affolée par la découverte de la consommation de leur enfant. Nous prenons le temps d'écouter la famille afin d'évaluer la situation. Dans certains cas, notre intervention consiste seulement à sécuriser les parents, diminuer leur angoisse face à une consommation qui n'est pas nécessairement problématique. Aussi, le simple fait que les parents soient au courant et que nous en parlions ensemble peut suffire pour que le jeune se motive et décide d'arrêter. Néanmoins, il arrive que la situation soit beaucoup plus inquiétante. La drogue est tenue pour responsable de toute une série de comportements alors même qu'elle est consommée en vue de masquer certains troubles psychiques importants. Dans ces situations, il s'agit d'évaluer la situation globale et de ne pas focaliser exclusivement sur le problème de drogue et les risques afférant à la consommation.

D'autres ont réussi à stabiliser leur consommation de sorte qu'ils ne sont plus dans une consommation destructrice et ravageuse. Ils ont pu quitter un mode de vie rythmé exclusivement par la drogue. En acceptant de se faire aider, ils ont posé un choix, celui d'entrevoir la possibilité d'une autre vie. Le but est alors de construire pas à pas une relation de confiance, soit avec le médecin autour, par exemple, d'une

prescription de méthadone, soit avec un autre travailleur de l'équipe par le biais de démarches d'insertion sociales ou d'entretiens psychologiques. Cette relation de confiance se tisse parfois avec plusieurs membres de l'équipe. Progressivement, les patients délaissent leurs comportements à risque qui, jusque là, remplissaient leur quotidien, leur situation sociale s'améliore, ils font de nouvelles rencontres. Leurs difficultés d'existence peuvent néanmoins persister. Il importe dès lors de maintenir le lien afin d'éviter, autant que faire se peut, la rechute, et si, toutefois, rechute il y a, d'éviter qu'ils ne sombrent à nouveau dans une consommation excessive. La relation de confiance compte beaucoup : ils savent que nous ne les laisserons pas tomber.

Ecouter le patient ce n'est pas seulement reprendre son histoire et essayer de retrouver avec lui les mots qui ont fait le terreau de son malaise. Dans bien des cas, prendre en compte la parole signifie prendre acte de l'urgence. Certains patients arrivent chez nous au bord de l'épuisement, sans domicile, l'estomac vide depuis plusieurs jours. Il faut répondre à l'urgence, c'est-à-dire retrousser nos manches, chercher activement un logement, un lieu où manger, voire un hôpital si la situation est pré-occupante. C'est à partir de ces réponses qu'un lien avec l'autre pourra alors se nouer.

Il y a également ceux qui viennent frapper à notre porte après un long parcours en institution. Nous ne sommes alors qu'un maillon de la chaîne. Dans son livre *Drogues de rue*, Pascale Jamouille, assistante sociale et anthropologue, décrit le parcours parfois très long du toxicomane avant qu'il n'arrive à arrêter. Ce parcours est généralement le fruit de nombreuses rencontres, expériences et offres de soins qui favorisent l'estime de soi. Progressivement, se forme une trame ou un puzzle sur lequel ils peuvent s'appuyer pour sortir de cet univers de la drogue et parfois de la rue.

Nous rencontrons aussi dans notre institution des consommateurs tels que ceux décrits avec acuité par Le Breton dans son *Passions du*

risque. Ces patients jouent avec le risque jusqu'à toucher le risque ultime : la mort. Pour eux, la consommation devient une façon « de tenir en joue l'angoisse », une « manière de charmer la mort » (Le Breton 2000 : 118). La drogue est ce qui leur permet « de trouver la distance qui atténue la brutalité du contact avec le monde ». Par ses repères et ses exigences, elle organise leur vie ; elle installe un cadre qui rend possible la poursuite de la vie. La prise de drogue et la vie qu'elle induit se substitue au sentiment de vide. « La toxicomanie est une manière homéopathique de s'opposer au vide par le vide, au vertige par le vertige, à la mort par la mort » (Le Breton 2000 : 110). La drogue s'offre comme solution pour ne pas penser, une manière de se couper du monde, de l'angoisse de l'existence. Avec le produit, le patient échappe aux contraintes de son histoire mais aussi « à la brutalité de son expérience personnelle du lien social ». Pour le toxicomane en quête de sens et de valeurs, la prise de drogues est un moyen pour interroger la mort afin de savoir si vivre a encore une signification. Si nous rencontrons effectivement des personnes qui sont dans cette forme de prise de risque, nous devons toutefois éviter les généralisations excessives. « Le jeu » avec la mort n'est pas toujours présent. Pour certains, il s'agit plutôt d'un lien ténu avec la vie, comme si la vie ou la mort n'avait plus d'importance. Néanmoins, à l'instar d'une maladie grave décelée de manière inopinée, la prise de conscience d'un nouveau problème physique ou psychique dont ils doivent se préoccuper, une nouvelle manière de nommer leur trouble psychique qui fait sens pour eux, peut parfois conduire à une nouvelle mobilisation de leur existence, et donc réduire les risques.

Malheureusement, certains anciens toxicomanes n'arrivent pas à s'en sortir en l'absence du monde de la drogue et finissent par se donner la mort. Souvent en mal de sens, enfermé dans une errance subjective, ils sont dans des processus d'autodestruction. Comme nous l'avons déjà souligné, la drogue prend pour ces personnes une place qui n'est pas seulement une question de produit. Dans ce cas, le travail

thérapeutique consiste à trouver avec eux un modèle de substitution à la vie construite autour du produit. Avec eux, nous devons trouver le moyen d'investir autre chose que la drogue, un autre mode de vie moins destructeur. Ce pari n'est jamais gagné.

Réappropriation du risque

Pour conclure, si pour certaines personnes, nous envisageons l'abstinence de drogue comme une solution, pour d'autres, nous soutiendrons une consommation moins destructrice et moins risquée au niveau des dommages physiques. Nous essayons d'être des interlocuteurs à qui ils peuvent exposer leur choix tout en leur renvoyant le risque qu'il contient. Par notre présence et l'espace de parole qu'on leur ouvre, nous les aidons à se réapproprier le risque.

La palette d'offres mise à la disposition des patients, que cela soit le soin, le travail de proximité, la réduction des risques, les hébergements et les services de consultations, sont d'autant d'offres différentes indispensables qui viennent jaloner le parcours du toxicomane. ■

«La toxicomanie est une manière homéopathique de s'opposer au vide par le vide, au vertige par le vertige, à la mort par la mort»

RÉFÉRENCES

Le Breton D. (2000), *Passions du risque*, Métailié, coll. « Traversées ».

Jamoulle P. (2000), *Drogues de rue, Récits et styles de vie*, Bruxelles, De Boeck Université, coll. « Oxalis ».

LE RISQUE À DEUX FACES

> Julien Nève, Rédacteur en chef, Prospective Jeunesse.

C'est indéniable, la catégorie du risque est envahissante. Que ce soit dans le discours médiatique, politique ou scientifique, pas un jour ne passe sans que surgisse un nouveau risque ; aujourd'hui, le risque que fait peser un nuage de cendres volcaniques sur tous les avions d'Europe du Nord ; hier, le risque que faisait peser sur « notre sécurité » tel groupe d'individus jugés dangereux parce que réfractaires ; avant-hier, le concert de louanges face au risque pris par un aventurier des pôles ; demain, le risque d'une nouvelle pandémie imaginaire. Cette petite énumération suffit à nous rendre compte de la double acception que peut prendre le risque. Tandis que la première – la prise de risque comme « synonyme de liberté et de réflexivité, d'invention et d'émancipation » – est connotée positivement, la seconde acception – le risque comme « aléa imprévisible » ou « menace à conjurer » – renvoie au négatif de l'accident et du danger contre lesquels il convient de se prémunir. Comme le résume Y. Cartuyvels, le risque est « un concept profondément ambivalent, tantôt valorisé en tant que valeur, corollaire d'une capacité à faire des choix et d'une éthique de la responsabilité, tantôt perçu comme menace ou danger à conjurer » (Cartuyvels 2008 :7). Deux faces d'une ambivalence que nous nous proposons d'investir.

Le risque comme mise en danger ou exercice de liberté

Le régime d'action

Dès lors qu'on l'associe à la construction d'identité, la prise de risque est traditionnellement valorisée. Comment d'ailleurs pourrait-il en être autrement vu son indivisibilité d'avec le processus d'individuation dans lequel s'inscrit tout être vivant. La vie n'est-elle pas qu'une succession de petites ou grandes prises de risque. « Aborder la question du risque, c'est aussi se rappeler que la vie est en soi un risque et que le risque zéro n'existe pas », écrit justement D. Favresse dans le présent numéro. Une réflexion qui s'inscrit en plein dans le sillage de la célèbre formule de Sartre l'existentialiste : « l'homme est condamné à être libre ». Il est condamné car il ne peut absolument pas échapper au devoir de se réaliser soi-même,

c'est-à-dire de faire de soi ce qu'il est. Vivre consiste donc à faire des choix et qu'est-ce qu'un choix sinon la prise d'un risque, le risque d'engager son être, de le jeter au monde, ou pour le dire avec F. Neyrat, le risque « de sortir de soi, de chez soi, d'être un sujet singulier, de parler en son propre nom, de se séparer, de sortir du milieu familial, du groupe, de sa religion ou de son parti », le risque aussi de tomber amoureux, de se droguer ou d'arrêter de se droguer. Déjà au 17^e siècle, Pascal ne disait pas autre chose : « Il faut parier. Cela n'est pas volontaire. Vous êtes embarqués ». En effet, parier n'est rien d'autre que prendre un risque, c'est-à-dire poser un choix dans un contexte d'incertitude, prendre le risque de perdre ce que l'on est, sans certitude de pouvoir y gagner quelque chose. L'homme est donc condamné à la liberté de prendre des risques, d'où une certaine angoisse quant à l'idée de se projeter dans la réalisation de cette liberté et, d'où aussi, le

Parier n'est rien d'autre que prendre un risque, c'est-à-dire poser un choix dans un contexte d'incertitude, prendre le risque de perdre ce que l'on est, sans certitude de pouvoir y gagner quelque chose.

risque que l'angoisse conduise à faire des choix dans le seul but d'atténuer la charge que constitue cette liberté. Ce qui équivaldrait à ne finalement prendre aucun risque.

Il importe toutefois de ne pas tomber dans l'angélisme ou de trop vite condamner ceux que l'on estime incapable du moindre risque. Comme le suggère Neyrat, la prise de risque requiert de disposer de «surfaces d'accueil», c'est-à-dire «des protections, des milieux sociaux et environnementaux suffisamment solides et protecteurs pour étayer l'expérience de soi». Or, c'est précisément ces surfaces qui de plus en plus font défaut à nos démocraties. Face à cette absence de protections, une solution serait, par exemple, d'adopter la position du scribe Bartleby de la célèbre nouvelle de Melville qui à toutes les sollicitations qui lui sont faites répond lapidairement «*I would prefer not to...*» («je préférerais ne pas»). En effet, s'il on en croit l'interprétation de G. Deleuze, en répétant à qui veut l'entendre qu'il «préférerait ne pas», Bartleby fait acte de résistance. Prendre le risque ou faire le choix de l'immobilisme comme acte de désobéissance civile, faisant de lui ni plus ni moins que «*le nouveau Christ, ou notre frère à tous*» (Deleuze 1997 : 112-114).

Le régime de la création

Sans pour autant renvoyer la création au risque de la folie (Van Gogh, Artaud,...), on peut envisager l'acte créatif comme étant par essence une prise de risque, c'est-à-dire une mise en danger ou l'affrontement d'une situation que l'on ne maîtrise pas totalement. Les artistes les plus valorisés socialement ne sont-ils pas ceux qui prennent le risque que chacune de leurs œuvres soit un saut dans l'inconnu? Ainsi en est-il par exemple de Picasso dont chaque période (bleue, rose, cubique,...) déconstruit la précédente, de même pour Stanley Kubrick ou Robert Bresson dont chaque film est une nouvelle invention de formes. Trois artistes reconnus et applaudis. Comme l'explique L. Van Eynde, si on envisage le «risque» comme indissociable du «danger», cette relation révèle «*l'immaîtrise au principe de l'action*». Poser

un acte risqué implique que l'on ne contrôle pas tout. Or, si on considère avec l'auteur que l'action *la plus pure* est l'acte de création en tant qu'il n'a d'autre norme que lui-même, «*la création autonome serait donc la plus risquée. Mettre en relation risque et danger implique donc que c'est toujours la liberté qui se risque*» – ou pour le dire autrement: «*l'artiste crée librement toujours au risque de lui-même*» (Van Eynde 2008 : 513-515).

Le régime de la pensée

On peut enfin se demander si le simple fait de penser n'est pas aussi une prise de risque. Encore faut-il s'entendre sur ce qui signifie penser. Si l'on en croit Gilles Deleuze, on ne pense que très peu. Dans son quotidien, «*l'être pensant*» reconnaît plus qu'il ne pense. Je reconnais ma sonnerie de réveil, je reconnais ma voiture, la façon de la conduire, le chemin du boulot, la façon dont je dois me comporter... bref, j'utilise mon «*bon sens*», je me moule dans ce que je connais. Rarement je mets en question le connu. Ainsi, avec le poète A. Artaud, on peut dire que le problème «*n'est pas d'orienter sa pensée, ni de parfaire l'expression de ce que l'on pense, ni d'acquiescer application et méthode, ou de perfectionner ses poèmes, mais d'arriver tout court à penser*» (Deleuze 1968 : 191). En effet la pensée n'a rien à voir avec le bon sens, tout comme la création implique une mise en danger, le fait de penser implique de faire violence à ce que l'on connaît déjà. Penser ne va pas sans une mise à mal de ses représentations, de ses préjugés. Autrement dit, on ne pense réellement que si on prend le risque de se remettre en question, d'aller au-delà du déjà connu. Ainsi par exemple, si en matière de prévention des assuétudes, je souscris au modèle de l'abstinence, je dois aussi pouvoir penser sa remise en question, notamment en prenant en compte le danger encouru par les patients sujets au «*syndrome de sevrage différé ou réflexe*» (Reisinger 2009). De même, si j'interviens dans le champ de la réduction des risques liés aux usages de psychotropes, je dois pouvoir penser que ce modèle d'intervention peut aussi s'envisager comme un instrument de

On ne pense réellement que si on prend le risque de se remettre en question, d'aller au-delà du déjà connu.

contrôle, un dispositif permettant d'assurer la visibilité et donc le repérage d'un nombre maximal d'usagers de drogues (la salle d'injection comme dispositif de contrôle médical et policier des héroïnomanes). Bref, penser n'est pas simple et implique toujours un risque, une mise en danger de la pensée.

L'instrumentalisation gouvernementale du risque

Envisager sur son versant négatif, le risque n'est plus le danger à affronter en vue de véritablement agir, créer ou penser – en somme, d'être libre; il est le danger à repérer, prévenir et neutraliser. A ce titre, il constitue l'une des grilles de lecture privilégiée des techniques de gouvernement. Comme l'ont montré les travaux de Michel Foucault et par la suite de François Ewald, le développement des techniques assurantielles ou de la sécurité sociale, en tant que complexes technologiques visant la sécurité de l'ensemble de la population par rapport à ses dangers ou risques internes, ont joué un rôle fondamental dans la gouvernance des sociétés modernes et le développement de l'*Etat-providence*. Dans le contexte d'une industrialisation croissante et florissante où régnait un quasi plein emploi, il s'agissait en effet de développer des techniques de gouvernement aptes à majorer l'utilité du plus grand nombre de manière à pouvoir absorber une masse de travail toujours croissante. Au niveau individuel, l'objectif de transformer chaque élément d'une population en force de travail utile a ainsi entraîné le développement de tout un ensemble de techniques de surveillance et de discipline des corps et des âmes. Dans ce contexte, «*quoi d'étonnant, écrit Foucault, si la prison ressemble aux usines, aux écoles, aux casernes, aux hôpitaux, qui tous ressemblent aux prisons*» (Foucault 1975 : 229). A un niveau macro-politique, d'importants «*dispositifs de sécurité*» ont quant à eux assuré la socialisation et la régulation des risques inhérents à la vie d'une population (maladie, accidents de travail, etc.). Notons que pour David Garland, ces dispositifs de gestion du risque ont longtemps constitué la «*clef de voûte*» du système

de contrôle social (Garland 1985 : 247). Autrement dit, avant d'être un mécanisme d'extension de la solidarité et de la sécurité, le système de l'assurance sociale, en tant qu'il engage la responsabilité de chacun de ses bénéficiaires, constitue une forme subtile de diffusion de la discipline. En effet, son mécanisme de redistribution «*s'assure le concours des intérêts individuels de sécurité et de promotion, plus qu'il ne pourvoit seulement à des besoins*» et partant, induit une forme de self-control dans le chef d'une force de travail désormais «*plus engagée*» car bénéficiaire d'un certain «*filet de sécurité*» contre le risque (Vanneste 2001).

Dans le contexte actuel caractérisé par une lente mais, semble-t-il, inéluctable désagrégation de l'Etat-providence, la catégorie du risque a retrouvé un nouveau souffle, et non des moindres, dans les mesures correctionnelles prises pour traiter le phénomène délinquant. Sa prolifération est telle que certains évoquent l'émergence «*d'une nouvelle pénologie*» (Simon et Feeley 2003) axée, non plus sur la transformation des infracteurs, mais sur la gestion des risques qu'ils représentent. Alors que le discours criminologique du 20^e siècle était dominé par l'idéal de réhabilitation qui supposait d'investir la vie des individus dont le comportement déviant pouvait être diagnostiqué et soigné, la nouvelle pénologie entretient une vision dé-moralisée du crime où l'infraction n'est plus nécessairement liée à un comportement déviant ou antisocial, mais plutôt conçue comme un fait inévitable, un risque normal pour la société. Il ne s'agit donc plus d'éliminer le crime mais bien de le gérer de façon à le rendre acceptable, de limiter les opportunités d'infraction plutôt que de transformer l'infracteur. Le fantasme de la prédétection a pris la place de l'obsession correctionnaliste : le regard criminologique ne se focalise plus sur les causes du crime mais bien sur ses effets. Dans cette perspective, la nouvelle pénologie initie un nouveau mode d'individualisation du délinquant et la criminologie clinique s'efface progressivement au profit de la description et la prédiction statistiques. L'individu n'est plus évalué sur base d'un horizon moral mais selon une logique ma-

RÉFÉRENCES

Cartuyvels Y. (2008), «*L'ambivalence du risque, entre pratiques et représentations, valeur et menace*», in Cartuyvels Y., (dir.), *Les ambivalences du risque, regards croisés en sciences sociales*, Bruxelles, Facultés universitaires Saint-Louis.

Deleuze G. (1968), *Différence et répétition*, Paris, Presses Universitaires de France.

Deleuze, Gilles (1997), *Critique et Clinique*, Paris, Minuit.

Foucault M. (1975), *Surveiller et Punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard.

Garland D. (1985), *Punishment and Welfare : a history of penal strategy*, London, Gower.

Melville H. (1996), *Bartleby le scribe*, Paris, Gallimard Folio.

Reisinger M. (2009), «*Abstinence et substitution*», in *Prospective Jeunesse Drogues/Santé/Prévention*, n°52.

Simon J., Feeley M., (2003), «*The Form and Limits of the New Penology*», in Blomberg T., Cohen S., *Punishment and Social Control*, New York, Aldine De Gruyter.

Mary Ph. (2001), «*Pénalité et gestion des risques : vers une justice «actuarielle» en Europe ?*», in *Déviance et Société*, n°25.

Van Eynde L. (2008), «*Risque de la création et impouvoir de l'artiste*», in Cartuyvels Y., (dir.), op. cit.

Vanneste Ch. (2001) «*Pénalité, criminalité, insécurité et économie*», in Mary Ph., Papatheodorou T, *Délinquance et insécurité en Europe : vers une pénalisation du social ?*, Bruxelles, Bruylant.

nagériale et un langage actuariel (probabilité et risques) appliqués à une population (distribution statistique). Ces méthodes n'imposent plus un «*doublet psychologico-éthique*» au sujet qui constituait son «*identité criminelle*», sa personnalité déviante, mais opèrent son fractionnement en une série de facteurs de risques. Plutôt que d'identifier l'individu criminel en vue de lui imposer une condamnation et un traitement adéquat, la nouvelle pénologie développe des techniques pour identifier, classer et réguler les groupes selon des échelles de dangerosité basées, non pas sur un soupçon individuel, mais sur la probabilité – c'est-à-dire le risque – que l'individu puisse se lancer dans la délinquance. Désormais, l'individu se décompose en variables qui sont ensuite corrélées et regroupées pour constituer des profils gradés selon le niveau de risque (profilage). L'unité de gestion passe ainsi de l'individu au groupe que l'on va chercher à catégoriser, classifier, hiérarchiser, en vue de développer des filières institutionnelles adaptées au niveau de danger que chacun de ces groupes représente (prison, surveillance électronique, tests d'urine, etc.) (Mary 2001). De la même manière, la prévention sociale, de plus en plus réduite à de la vidéosur-

veillance, ne vise plus la réhabilitation des délinquants mais seulement à minimiser leurs gains, maximaliser leurs coûts, et si nécessaire neutraliser ceux dont l'activité criminelle est la plus virulente.

En définitive, le changement principal accompagnant l'émergence de ce nouveau modèle de justice réside dans la disparition des finalités sociales attribuées à la pénalité. Une absence qui s'accorde très bien avec la nouvelle approche des classes populaires comme composées d'individus surnuméraires inintégrables, évoluant en dehors de tous réseaux signifiants. L'«*intégration*» ou la «*réinsertion*» n'ont plus de sens dans un contexte social en sureffectif (chômage de masse) où abondent les surnuméraires, les «*inutiles au monde*». En matière de gouvernance, l'objectif n'est plus l'intégration des subjectivités par la majoration de leur utilité mais la gestion de leur inutilité et du risque qu'elle représente. Pénalité et prévention prennent un nouveau sens : «*il s'agit moins d'agir sur les causes présumées de la délinquance que de déterminer des groupes et des situations à risque en vue du renforcement de leur contrôle*» (Mary 2001). ■

Il ne s'agit plus d'éliminer le crime mais bien de le gérer de façon à le rendre acceptable, de limiter les opportunités d'infraction plutôt que de transformer l'infacteur. Le fantasme de la prédétection a pris la place de l'obsession correctionnaliste.

REVUE DE PRESSE

> Danielle Dombret, Documentaliste, Prospective Jeunesse



Les articles cités dans la revue de presse peuvent être commandés ou consultés au centre de documentation de Prospective Jeunesse. Mail : danielle.dombret@prospectiv-jeunesse.be

La prévention toujours fauchée

Les nouvelles ne sont pas vraiment très optimistes en ce qui concerne la prévention des toxicomanies et la réduction des risques. Malgré les déclarations de certains hommes politiques (l'écolo M. Daele : «*La communauté française consacre un budget d'un peu plus d'un million et demi à la prévention et à la lutte contre les assuétudes, ce qui représente 7,7 % du budget de la Santé. Elle doit poursuivre sa dynamique en matière de prévention*» – «*De son côté, W. Borsus, MR, trouve que la Communauté française n'en fait pas assez*»), les moyens financiers alloués à la prévention ne seront pas augmentés dixit F. Laanan : «*... En raison de la situation économique, le budget de la prévention, qui est d'environ 350.000 euros, n'a pas augmenté par rapport à la législature précédente. Je crains que la situation ne soit pas meilleure l'année prochaine.*» (Le Journal du Médecin du 12 mars).

Querelles de chiffres

C'est peu dire que les avis en matière de consommation de drogues par les adolescents ne sont pas toujours convergents. Ainsi en est-il de la dernière étude menée par le Crioc¹ qui conclut que «*le nombre de jeunes adolescents qui consomment des drogues dures a augmenté spectaculairement depuis deux ans, au point d'avoir doublé. Un avis que ne partage pas le secteur de la prévention des drogues*». (Le Journal du Médecin du 23 mars) Autre exemple : Le Journal du Médecin du 5 mars dernier titre : «*Les fumeurs à la hausse ! Selon une enquête menée par l'IPSOS² à la demande de la Fondation contre le cancer, il y aurait 32% de fumeurs quotidiens en Belgique. C'est la deuxième augmentation en 7 ans*». Par contre, on peut lire dans Le Soir du 9 mars que «*Selon le Crioc, les Belges fument moins*». Des conclusions pour le moins contradictoires. Mais qu'à cela ne tienne, faisons fi des interdictions et faisons la nique au député V. De Wolf (MR) qui relance l'idée d'interdire la cigarette à l'intérieur des aubettes de bus et de tram de la STIB (La

Meuse du 25 mars) et remercions le génie nippon : «*Un fabricant de tabac va lancer une cigarette qui ne se fume pas pour satisfaire des consommateurs inquiets d'une réglementation de plus en plus stricte à l'égard des fumeurs*». (Groupe Vers L'Avenir du 19 mars)

Un cerveau riche en addictions

Dans un article du Figaro paru le 19 mars, le psychiatre M. Valleur constate que, même si elle est peu fréquente, la dépendance aux écrans est de plus en plus préoccupante. Tout aussi inquiétante est la dépendance aux jeux en ligne – et notamment au poker, au point que la Belgique a légiféré et interdit ces jeux. On n'attend plus que les arrêtés d'application. (La Meuse du 19 mars) Assez paradoxalement cependant, La Meuse du 30 mars titre : «*Les jeux de la Loterie enfin sur Internet*». Mais la Loterie nationale se veut rassurante, toutes les précautions ont, selon elle, été prises pour éviter les dérives.

La cocaïne des limonadiers

L'imagination des limonadiers fait des bulles et non des moindres. Jugez-en par vous-même. La Meuse du 12 mars : «*Pas de «cocaïne» en Belgique*»; Metro du 17 mars : «*Pas de «cocaïne» en supermarché*»; La Dernière Heure du 25 mars : «*Cocaïne : Il faut un geste fort !*». Et quoi, me direz-vous, vendrait-on de la cocaïne dans les supermarchés du Royaume ? Non, bien évidemment, si vous pensez à l'alcaloïde chimiquement formulé C17H21NO4. Et oui si vous pensez à la boisson énergisante vendue sur le Net sous la stimulante appellation de «*Cocaïne energy drink*». Mais non quand même au vu de la procédure de retrait de cette boisson et la saisie de 3120 canettes chez l'importateur. (La Libre Belgique du 27 mars). Vous n'y comprenez plus rien, votre vision se trouble, qu'à cela ne tienne. Pour vous remettre d'aplomb, buvez du thé glacé au... cannabis. Mais oui, et en toute légalité cette fois. En effet, cette boisson rafraîchissante doit sa «*sensation naturelle fantastique*» au «*sirop de fleurs de chanvre*» qui la compose. (La Meuse du 16 mars) ■

1 Jeunes et drogues, février 2010, <http://www.crioc.be>

2 IPSOS : Institut de sondage